

La Gueule ouverte

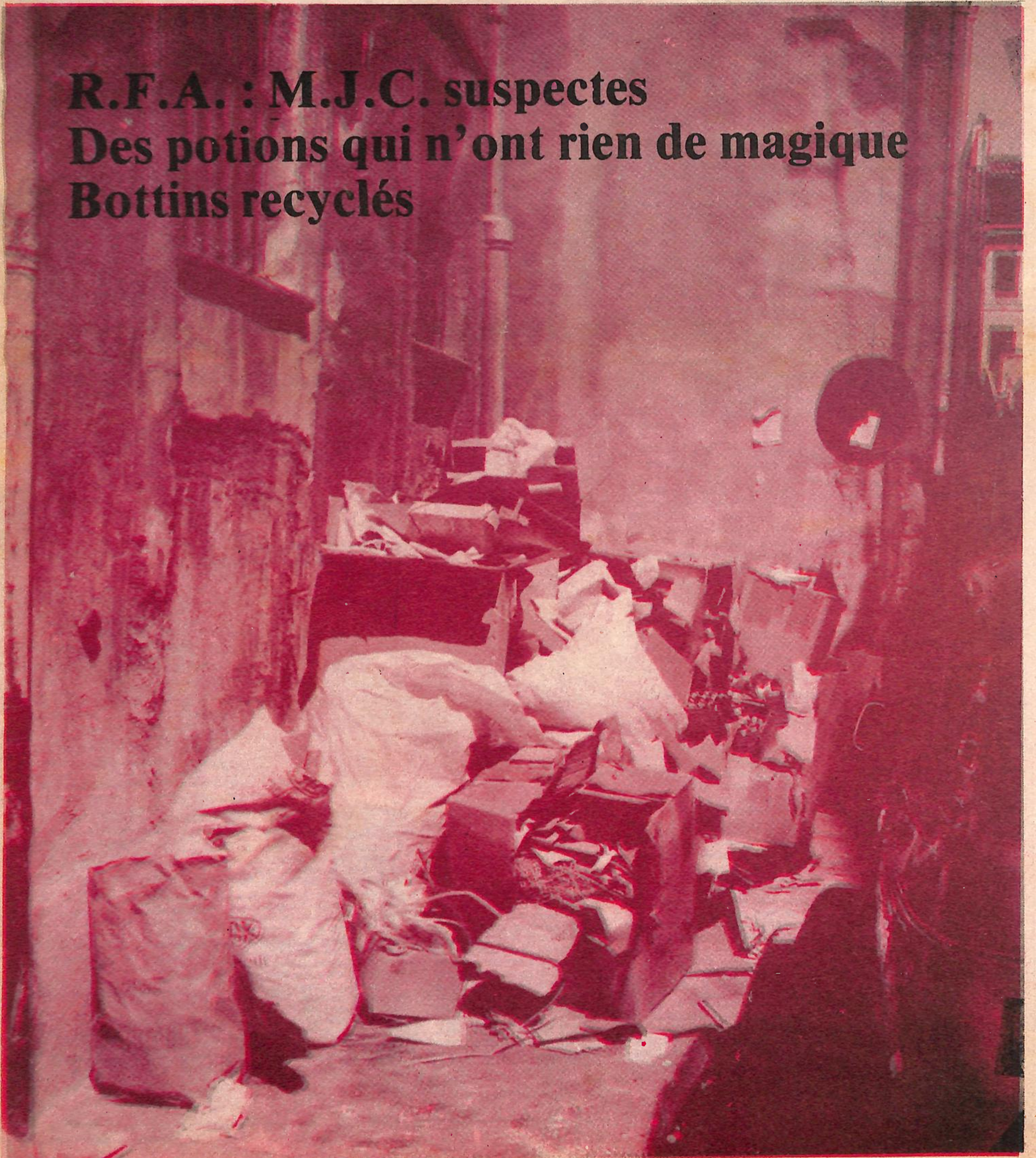
pages 6 & 7

Marcuse notre aîné

N° 273/Hebdomadaire/9 août 1979

France 5 FF / Suisse 2,50 FS / Belgique 42 FB

R.F.A. : M.J.C. suspectes
Des potions qui n'ont rien de magique
Bottins recyclés



A propos du journalisme marginal

Il y a fort longtemps de cela, j'étais journalier, en gardant les bêtes du fermier à la foire, un copain me montra un journaliste : Obscur correspondant d'un canard minable, trop feignant pour être instit et l'air suffisant qui sied aux discussions de bistrot. La quarantaine éthylique, il avait un veston et même, si je me souviens bien, une cravate noire, une chemise blanche pas trop sale et un gilet au travers duquel brillait une chaîne de montre. Il avait des souliers et nous des sabots : C'était un monsieur. Il allait parler de la foire dans le journal et peut-être de la fête du soir. Je le haïssais d'instinct, mon copain aussi d'ailleurs. Jalousie ? Je sais pas, j'avais 11 ans.

J'ai souvent écrit depuis, dans la G.O. et ailleurs. Journaliste ? J'espère pas !

Je n'ai jamais trouvé dans le public une seule réaction favorable aux «journalistes». Jalousie de leur pouvoir ? Je ne sais toujours pas, mais ce que je sais c'est que ceux qui vivent de leur travail n'ont pas plus besoin des journalistes que des curés.

Le curé prétend avoir un message à apporter : le péché, la rédemption par l'achat d'indulgences. Qu'est-ce qu'il en sait lui, le curé ? Après avoir bottlé le foin, le corps en sueur, toute la journée, le cidre ça étourdi filles et garçons. Le péché dites-vous ?

Un journaliste, c'est comme un curé. Son message sent à 15 pas l'encens d'une église, parfois l'aigreur, jamais la sueur ça serait pas distingué mais c'est insipide. Or le chien, pardon, le lecteur, est bête mais il sait faire la différence entre un os vrai et un os en plastique. Voilà pourquoi on entend pas les journalistes : du plastique.

Revenons à nos moutons. Il est de bon ton, ici, de moquer les lecteurs du Parisien Libéré ou de l'Aurore : total 700 000 sur les 6 millions de journaux vendus en France, 1 sur 8 c'est peu. C'est pas eux qui font couler la presse «sérieuse». De toute façon, y lisent pas. Regardez-les dans le métro ou le car de ramassage de l'usine : les titres ? et encore, les images ! Les crimes ? oui mais pas tous, chacun ses goûts. Les grèves ? un peu, surtout si la boîte est proche. Essayez donc, vous, de lire un article de... (y en a de trop !) à 6 heures du matin en allant au boulot ! France-Soir, idem ! Le Monde ? Deux moitiés d'articles au plus. Mais, comme les autres journaux, on les achète, histoire de faire semblant vis à vis des autres. J'suis pas idiot moi, j'lis le journal !

Au fait, me direz-vous, qu'est-ce qui intéresse les lecteurs d'après vous ? C'est simple. En France, il y a à peu près 50 millions de sujets qui intéressent les lecteurs : eux-mêmes. Enfin, soyons pas mesquins, tout ce qui s'en rapproche : Le village, le quartier, la boîte, fera l'affaire.

Et la presse marginale là-dedans : Libé, la G.O... ben justement... elle est marginale. Quel intérêt ? D'abord, comme ci-dessus, ce qui a trait à soi, c'est viscéral. Qu'est-ce qui se passe «sur le terrain» dans mon coin ? Les p'tites annonces... moi aussi j'en aurai des trucs à annoncer : cherche profession de foi indifférente, ou échangeais femme quarantaine cultivée contre deux de 20

même en friche. Et le courrier des lecteurs ? Même s'il a été retouché par la rédaction, con ou génial, il sent l'authentique, le vécu, l'os à moelle. (Salut Pierre Dac !)

J'aime bien les gens de la G.O., y en a que j'connais depuis bientôt 10 ans. Je tâcherai de pas les décevoir ; d'ailleurs, c'est fait, beaucoup ont déjà donné.

Dans un chapitre intitulé très justement «le temps de bilans» (N° 270), on disait récemment à Isabelle : «La réalité est que celui qui est en difficulté cherche pour se resituer psychologiquement une autorité... Autorité à

ce pas ? Moi non plus ! Et c'est pas d'pot parce que personne n'ira au charbon pour vous, ni pour moi. Les femmes du MLF l'on bien compris qui ne voient la liberté de la femme que par son indépendance financière.

Soyons honnêtes, sauf brèves périodes exceptionnelles, l'information marginale ne peut pas faire vivre un journal et encore moins plusieurs, en France ni ailleurs, qu'elle soit politique ou écologiste. Les cahiers de doléances n'ont pas eu de publication hebdomadaire. Lorsque le grand public s'intéresse vraiment au changement de société, il

Je vois deux aspects au «journalisme» marginal. D'une part la vie : comment chacun d'entre nous s'en sort c'est l'affaire des lecteurs. La vie paradisiaque de certains groupes décrite par des visiteurs d'un jour me sort par les trous de nez. C'est archi-superficiel et faux. Hélas ! Si c'était si facile, ça se saurait.

Laissons-les plutôt s'exprimer. D'autre part, pour les militants que nous voulons tous être : des dossiers bien torchés, sans conneries, sur les multiples buts de nos luttes quotidiennes. Rappelez-vous, une seule connerie répercutée dans une assemblée

Non seulement y a plus de maman, mais il faut bosser c'est ça le mur et l'affrontement. Pourquoi pas aussi corps d'athlète en regardant les sports à la télé ? Brassens disait «combien de sanglots pour un air de guitare!» mais lui on l'écoute au moins. De plus, ça évite le chef omniscient qui écœure chaque fois une autre partie des lecteurs mieux au courant que lui de son sujet. Les coquilles typographiques n'excusent pas tout. Hein, Mandrin qui annonce 459 milliards attribués au budget de l'Armé (N° 269, p 7). Un qui bat tous les records, c'est R.L. Cooreen, mérite au moins un coup de chapeau... que personne à la rédaction ne s'en aperçoive, faut le faire ! Dans son article du N° 267 Carlos de Sa Rego n'est pas mal non plus. Pleurez pas il y en a presque autant dans «Le Monde», avec la différence que celui-ci ne s'est pas donné pour but de changer le système, ni de débouurer les crânes ou les sexes.

Contrairement à Ph. Lebreton, j'admire pourtant la grandeur d'âme de la G.O. capable de recevoir un coup de pied au cul de sa part et d'imprimer dans le même numéro sa politique de foi dans l'ouverture écologique. A moins qu'en l'accueillant ainsi vous ayez précisément voulu le remettre à sa place, parmi les marginaux.

Il y a encore beaucoup de choses à dire dans la G.O., mais surtout pas de remplir des pages de vœux pieux comme F. Gille dans le N° 270, et autres «Où allons-nous ? et avec qui ?». Tout le monde sait où nous voulons aller, vers l'autogestion de l'économie et la liberté politique de chacun avec fédération libre des communes, des régions ou des Etats. Suffirait de le mettre en exergue du journal.

L'autogestion, on peut l'appeler de ses vœux, mais c'est pas suffisant. Une page de publicité gratuite pour les montres Lip aurait été plus utiles que toutes les tirades dithyrambiques. Une collecte avec l'aide des (du) syndicats autogestionnaires au profit des ouvriers voulant racheter leurs boîtes qui ferment vaudrait plus que toutes les condamnations du capitalisme, lequel, d'ailleurs, s'en contre-fout, il a ses CRS.

La liberté, chacun la veut, mais d'abord pour lui-même : con et humain. Le parti écologique, je m'en fous, même avec 99,9 % des voix. Les françaises ont obtenu provisoirement le droit à la contraception et l'avortement grâce à l'action d'une minorité inévitablement coiffée d'une élitte. Je préfère la méthode italienne par l'initiative populaire du référendum Voilà un cheval de bataille politique pour la G.O. et bravo à P. Samuel et F. Gille qui lancent l'idée. Mais, attention, un seul objectif à la fois, le morceau est gros et plein de pépins. C'est le modèle Suisse, renseignez-vous, lisez Le «Guide Politique Suisse» de Sauser-Hall, Payot ; Je suis pour. Pas qu'il soit l'idéal, loin de là, mais parce qu'il est le plus démocratique, de même que la démocratie façon Giscard (actionnaire de Suez, PUK et Thomson-Brandt) est moins mauvaise - et, par suite, hélas, plus stable - que celles de Pinochet, Somoza et autres Pol Pot. L'initiative populaire du référendum qui n'est pas forcément du goût des autoritaires, est le pouvoir absolu de la démocratie «la moins mauvaise forme de gouvernement» d'après W. Churchill avant de se faire élire puis renverser.

Salut à tous !

Y. Le Hénaff



petit-voulet

deux pôles (j'abrège) : d'une part un mur contre lequel s'affronter et d'autre part l'amour gratuit «aimez-moi quoique je fasse». C'est l'attitude de presque tous les «journalistes» marginaux : à la recherche de père et mère. Ça a dû résonner chez Jean Caillon et Asselin qui ont enfin pondu un éditorial compréhensible, humain et émouvant.

Allons les enfants perdus, ressaisissez-vous, vous êtes grands maintenant !

Comme le journalier, le journaliste est la solde d'un patron, ne serait-ce que le public. Vous voulez pas n'est-

ne s'abonne pas à un journal, il le réalise sans attendre... des héros.

Les «journalistes» qui ont un message à passer devront subvenir par ailleurs à leurs besoins, comme Voltaire ou comme Rousseau, et, comme les autres militants, travailler le soir après le boulot. S'ils ont moins le temps d'écrire tant mieux, il y aura plus de place dans le canard pour les lecteurs et moins de conneries. En tous cas, ils ne se sentiront plus le besoin de se ressourcer, ils seront en plein les pieds sur la terre, sinon dans la merde, comme ceux qui ont peu de temps pour lire.

perd un futur groupe de lecteurs. Le papier est cher, ne le gaspillons pas. Foin des droits d'auteurs, faites relire les dossiers par des gens compétents et désintéressés, ça existe, depuis feu les recettes de cuisine débiles (à part celles d'A. Vergne qui fit une cure d'amaigrissement. Ça c'est du vécu !), jusqu'à la course militaire à l'espace en passant par les ressources alternatives ou non. Je regrette, aucun «journaliste» n'est assez fort pour intéresser le public sur des sujets techniques différents chaque semaine, quand ce n'est pas dans le même numéro, et ceux qui intéressent le public abordent rarement des sujets techniques.

Vous ne seriez pas un peu mystiques ?

Vous ne pensez pas que si votre journal n'a pas le succès que vous voudriez qu'il ait, ce qui remplirait vos poches, ce n'est pas par hasard ? Al'heure où les gens sont de plus en plus désorientés vous devriez avoir du succès. Mais votre journal il y a beaucoup de gens qui le trouvent chiant et vous n'avez pas le droit de les prendre pour des cons. Vous êtes un peu comme des fous qui poussent un mur et qui demandent de la nourriture. C'est pas vraiment de nourriture que vous avez besoin, c'est d'idées pour votre journal. J'ai paumé un

C'est parce qu'il est mal nourri que ce rédacteur est chiant

Dive qu'il suffirait d'un bon steak pour que je devienne génial!



mot que je voulais vous envoyer à ce propos, si je le retrouve, je vous l'envoierai. Je suis sûr que quand Isabelle a fait le mot pour «La Gueule Ouverte au secours» elle s'est posée la question : Qu'est-ce qui a vraiment changé depuis la dernière fois qu'on a crié SOS.

Le journal fait chier quand on est pas convaincu en l'ouvrant et même si on l'est on a l'impression que vous redites tout le temps la même chose et si vous employez un langage simple, ça n'arriverait pas. Certains (je ne nommerai personne, à bas la jalousie...) se contentent de phrases compliquées à la place d'un véritable contenu. Reprenez vos articles et parlez simplement, réécrivez et gardez en tête : Si je veux que les non-intellectuels trouvent quelque chose dans ce journal il faut qu'ils comprennent ce qui est écrit.

J'ai la flemme de reprendre un texte pour le simplifier et vous l'envoyer, je l'avais fait avec l'article d'Asselin sur Edgar Morin et «Le paradigme perdu : la nature humaine», relisez-le, c'est imbittable!

Et puis merde, faites plus appel aux lecteurs si vous comptez sur eux pour vous nourrir, donnez leur deux pages et demandez-leur des articles construits, ça remplira le trou qu'il y aura quand en écrivant simplement vous aurez éjecté vous-mêmes les articles vides de sens. Soyez honnêtes avec vous-mêmes dans vos articles et soyez ouverts, vous serez intéressant et on vous lira.

Sarmhe ●

Une partie de cache-cache

A quelques réaménagements près, il est possible à une collectivité de plusieurs dizaines de millions d'individus de vivre sans gouvernement. La preuve vient de nous en être administrée par la comédie que joue depuis près de six mois la classe politique italienne. Après que trois de ses collègues se soient cassés les dents sur ce casse-tête chinois que constitue la formation d'un gouvernement «majoritaire», Francesco Cossiga (ministre de l'intérieur en place lors de l'«affaire Moro», partisan de la «ligne dure» du refus de négocier) va peut-être doter l'Italie d'un Conseil stable et soutenu par le Parlement ... pour six mois maximum.

Bien sûr, l'Italie n'a pas vécu ces six derniers mois en l'absence totale de gouvernement. Bien sûr, la conclusion que j'en tire est caricaturale. Il n'en reste pas moins que ce ballet de consultations met en lumière un principe important du fonctionnement de nos sociétés «démocratiques» : le pouvoir politique n'est pas uniquement là où médias et partis politiques de tous bords confondus veulent nous faire croire qu'il se situe. Il réside aussi bien dans les décisions des états-majors économiques que dans l'inertie d'administrations qui peuvent continuer à «tourner» même en l'absence d'un ministre tuteur ou d'une quelconque justification politique.

Si le pouvoir n'est pas que ce qui reste de la politique-spectacle une fois la télé fermée, la politisation que nous esquissons pour un mouvement en quête d'identité n'est que partielle, balbutiante. Si se battre contre l'Etat-flic, l'Etat des grands débats et des grandes décisions est presque à portée de nos possibilités, lutter contre l'Etat-providence, l'Etat-père est plus compliqué car, dans ces formes là, il mélange jusqu'à nous les faire croire indissociables, le social et la coercition, la solidarité et la dépendance.

Pourquoi la critique écologique des «gros» appareils sociaux (telle qu'a pu le développer Ivan Illich) ne pourrait-elle pass'affiner aujourd'hui que nous avons pris conscience dans nos luttes de notre rôle d'agent politique et social ? Cela pourrait être l'un des moyens qui, nous évitant un retour aux sources à haut risque de stérilisation, nous entraînera sur d'autres voies qu'une «nouvelle politique» ou un «nouveau syndicalisme».

Marc Thivolle ●

Sommaire

- RFA : MJC suspects** pp 4 et 5
- Marcuse, notre aîné?** pp 6 et 7
- Où allons-nous?** pp 8 et 9
- Des potions qui n'ont rien de magique** pp 10 et 11
- Bottins recyclés** pp 12 et 13



Administration : Bourg de Saint-Laurent en Brionnais, 71 800 La Clayette.
Tél.: (85) 28 17 21. Téléc : ECOPOLE 80 16 30 F.

Notre téléc est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public téléc-PTT, il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour et avec notre propre téléc, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous la mettions sur bande perforée). Pour toute information de dernière minute, vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16 h.

SARL Editions Patatras, au capital de 2100 F.

200F à 300F selon vos revenus, 250F minimum pour l'étranger. 180F pour les collectivités. 150F pour les cas sociaux patentés (chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards).

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Le Bourg, 71 800 St Laurent en Brionnais.

Pour les changements d'adresse, joindre la dernière bande d'envoi et 2,40F en timbres.

Nous vous demandons un délai de 15 jours pour effectuer les abonnements, réabonnements en retard et changements d'adresse.



R.F.A.

M.J.C. suspects

*Des années de travail social auprès des jeunes
ruinées par l'infiltration policière.
L'Etat allemand n'a pas confiance dans les MJC.*

C'est incontestablement une tendance générale dans nos sociétés avancées, l'Etat étend sa mainmise à tous les secteurs de la collectivité. Mais le phénomène est particulièrement prégnant en République Fédérale Allemande, comme l'a souligné récemment le Troisième Tribunal Russel. Surtout dans le domaine de la culture, des loisirs, des médias. Ainsi, en RFA, tout le travail social avec les jeunes dépendait jusqu'à présent en partie seulement de l'Etat et principalement des associations type loi 1901, ou encore de grandes associations affiliées aux deux églises. Les maisons de jeunes étaient restées des lieux de libre confrontation des opinions, des expériences, lieux où les jeunes pouvaient prendre en main leurs affaires : les maisons de jeunes autogérées ne sont pas rares en RFA. Elles permettent aussi à de nombreux jeunes, vivant aux limites de la légalité et de la délinquance, de trouver un asile. Aussi l'Etat allemand a-t-il tout intérêt à pénétrer davantage ces bas-

tions s'il veut véritablement exercer un contrôle social sur les jeunes.

Prenant pour prétexte l'augmentation considérable de la délinquance juvénile, les autorités responsables au niveau municipal et au niveau des Länder, se sont penchées sur la question des maisons de jeunes. Au cours des dernières années, des villes comme Hambourg, Cologne, Francfort, Stuttgart, Reutlingen ou Fribourg, ont mis au point une « police de la jeunesse », qui se forme et vit auprès des « jeunes en péril », ce qui revient à recueillir sur le terrain même le maximum d'information. Le « policier de jeunesse » s'introduit dans les maisons de jeunes, bistros ou cinémas etc., il gagne la confiance des adolescents et contrôle le plus d'actions et de mouvements possibles.

L'état d'esprit qui sous-tend ce modèle s'exprime clairement dans un mémorandum du chef de la Police Criminelle de Baden-Württemberg, qui n'hésite pas à proposer une prévention par

la répression, en expliquant que la répression, bien appliquée, peut toujours être une bonne prévention...

Cette conception de la délinquance juvénile passe, bien sûr, à côté de l'idée d'un environnement familial et social comme cause et donc, néglige complètement toute action sur le milieu. Le travail du flic en civil est d'observer, de contrôler, de fichier et d'informer, pas de remédier. Ficher un jeune parce qu'il a truqué le moteur de sa mobylette pour rouler plus vite, noter les endroits qu'il fréquente, recenser ses copains, voilà à quoi se limite son action. Rien qu'en Baden-Württemberg, plus de 6000 postes de police seront créés dans les sept ans à venir.

La méthode qui consiste à faire travailler des flics en civil auprès des jeunes n'est pas seulement inadaptée du point de vue affectif, ce qui est plus grave, c'est qu'elle menace de ruiner l'action de milliers de travailleurs sociaux. Un long et patient travail, où il a

fallu parfois des années pour gagner la confiance des adolescents. Or cette confiance disparaîtra dès que le jeune pourra soupçonner, à raison, l'animateur de connivences douteuses avec la police. La mise en place d'une police de la jeunesse est une attaque en règle contre toute animation ouverte et indépendante ; dans le même temps, on commence à soumettre les MJC à des règlements qui excluent d'avance toute participation des jeunes à la gestion et qui les tient à l'écart de toute discussion politique ou idéologique.

Les associations et organisations de jeunes, soutenues par les syndicats, avaient réussi à Francfort à faire reculer ce modèle. En Baden-Württemberg, les autorités ont dû faire un pas en arrière, ce qui est plutôt de nature tactique, l'expérimentation continuant de manière moins brutale : les policiers pourront s'installer seulement avec l'accord des associations responsables des maisons de jeunes.

Depuis sept à huit ans, dans beaucoup de villes en RFA, les jeunes se sont battus pour «leurs maisons de jeunes», pour l'autogestion dans les MJC, pour un «travail ouvert» dans ces maisons. Actuellement ce sujet est de nouveau sur la sellette, parce que l'Etat essaie de plus en plus de récupérer les tentatives d'autogestion dans les maisons de jeunes. On a parlé avec un membre d'une maison de jeunes autogérée à Tübingen, laquelle fonctionne maintenant, avec de interruptions, depuis sept ans.

GO : Quelles étaient les circonstances au début, dans quelle situation avez-vous démarré ?

MJC : A Tübingen, petite ville universitaire allemande typique, il y a beaucoup de possibilités, de lieux, d'offres pour les étudiants ; mais pour les jeunes, à l'époque, en 1972, il n'y avait presque rien, sauf une maison où on pratiquait un travail institutionnel et traditionnel. Quand, en plus, cette maison fut fermée, les jeunes regardaient autour d'eux pour trouver une maison vide et convenable. En 1972 c'était encore l'époque où les occupations de maisons étaient assez nombreuses, et à la suite d'une soirée de rock, presque tout le public, étudiants et jeunes, se mit en marche pour occuper une maison, appartenant à la caisse d'épargne et qui devait être détruite pour y construire un grand immeuble. Ce qui se passa après l'occupation n'était certainement pas la norme : le maire de la ville s'engagea à ce que la maison ne soit pas vidée immédiatement par les forces de l'ordre. Quelques semaines plus tard, la maison fut même rachetée par la municipalité et un premier budget était accordé pour les travaux à faire dans l'immédiat, tout ça sans que la municipalité intervienne directement dans le développement des premières activités. Dans un premier temps, la maison était un lieu de rencontre et de discussions permanentes, un peu de chantier et le soir, le disco. C'était tout.

De notre côté, rien n'était précis et officiel. C'était la ville qui portait la responsabilité, et nous, un noyau de gens qui se retrouvait jour après jour pour discuter sur l'autogestion et le travail dans les MJC. Dans ces conditions, la municipalité n'était pas prête à assumer la responsabilité pour très longtemps, voyant en nous un groupe flou de gens et sans pouvoir influencer le déroulement des activités. Pendant un moment, il y a eu aussi deux éducateurs, payés par la municipalité ; mais jouant trop vite le rôle de gardiens ils ne sont pas restés très longtemps.

Sortir du ghetto

GO : En gros, ça a marché comme ça jusqu'en 1975. De 76 à 78, la maison était fermée complètement à cause des travaux de construction. Comment avez-vous tenu pendant tout ce temps, comment avez-vous pour que tout ne soit pas récupéré et que la conception de l'autogestion se maintienne avec toute l'énergie qu'il faut pour ça ?

MJC : D'abord les dangers d'une récupération du côté de la ville n'étaient pas tellement grands, parce que c'était encore l'époque où le maire nous soutenait dans nos efforts. Ensuite c'étaient surtout nous-mêmes qui assurons les travaux de construction, c'est-à-dire un groupe de six à vingt personnes dans lequel les individus ont souvent changé, qui se voyaient quotidiennement et qui construisaient leur maison à eux. En même temps, c'était une longue époque qui nous permettait de réfléchir beaucoup sur ce qu'on voudrait faire etc.

• Les centaines d'heures de travail investies dans cette construction nous mettent dans une position forte par rapport à la mairie et à la population, parce que fermer une telle maison serait un acte qui rencontrerait très peu de popularité.

Autogestion et animation

GO : Depuis janvier 1979 vous avez réouvert la maison, mais avec une structure quelque peu différente...

MJC : Oui, une structure qui, d'après nous, convient beaucoup mieux à l'idée de l'autogestion. On a créé une association 1901, où le conseil d'administration est composée de neuf jeunes participant aux activités de la maison, de quatre conseillers municipaux (un de chaque parti) et de cinq personnes indépendantes, citoyens de Tübingen. En faisant participer ces citoyens de Tübingen au conseil d'administration, on essaie de montrer que tous les problèmes sociaux et autres des jeunes, qui s'articulent étroitement dans le cadre d'une MJC, ne sont pas l'affaire de spécialistes nommés éducateurs ou travailleurs sociaux, mais que ce sont des problèmes pour lesquels tout le monde est concerné. On voudrait montrer encore par bien d'autres moyens que par la simple participation de cinq citoyens au CA que la violence, le chômage des jeunes, l'alcool, la drogue, les situations familiales souvent dérisoires, le manque d'affectivité et les

problèmes sexuels chez les jeunes, sont des réalités criantes qui ne doivent pas rester enfermées dans une MJC.

GO : Pour ce qui est du programme, les différentes activités, comment prenez-vous les décisions là-dessus ? Dans ce contexte, on vous reproche aussi de faire un «programme de consommation».

L'indépendance financière

MJC : Consommation ou pas, ça dépend largement du public. Ici, se retrouvent des apprentis, beaucoup de «cas problématiques» et des lycéens. La demande de consommer est tellement énorme chez la presque totalité des gens qui viennent qu'il faut y répondre d'une manière ou d'une autre, tout dépend comment. Il faut créer des circonstances pour qu'une certaine créativité puisse naître. Le disco, les groupes de musique, le salon de thé, sont en ce moment des éléments clés dans la

maison, et si on regarde la demande des gens, et du point de vue financier. Parce que pour nous, travailler d'une manière autogérée, ça veut dire aussi être indépendants financièrement, ne plus demander 50 000 francs par an à la municipalité, et ça serait tout-à-fait possible par ces activités. Ce qu'il faut, c'est faire des choses en plus. On l'a essayé avec des ateliers d'imprimerie, de lithographie, de poterie, de couture et de dessin, ce qui a plu ou moins bien marché.

Pour décider le programme et pour discuter de tous les problèmes, on se réunit toutes les semaines en «conseil des actifs». En général ce sont entre vingt et quarante personnes qui y participent et décident de tout. Ici on trouve surtout les lycéens et un certain noyau de gens, qui, entre autre, s'est formé au cours des travaux de construction. Cette façon de prendre les décisions ne reste quand même pas sans problèmes. Car la majeure partie des gens qui viennent dans la maison a entre treize et dix sept ans, beaucoup de «jeunes marginaux», et eux ne participent guère à ce conseil. Un autre problème, c'est de trouver parmi tous ces gens quelques-uns un peu plus âgés, avec une certaine expérience, prêts à s'engager dans ce travail et à assurer la continuité des activités, capables de prendre des responsabilités et de subir des frustrations, tout en étant conscients que l'autogestion est un processus, une chose à acquérir et à apprendre.

Pour le déroulement pratique de tous les jours, on peut déjà compter sur trente ou quarante personnes, qui assurent par roulement le travail de ménage, de cuisine, de bar etc.

GO : Tout à l'heure tu parlais des «cas problématiques» ?

MJC : Oui, il y en a beaucoup qui ont de graves difficultés dans la famille, sur leurs lieux de travail, qui se trouvent sans emploi, qui ont des problèmes à tous les niveaux ; et dans tout ça la consommation de la drogue accentue encore les choses. Ici, presque chacun se drogue et là se pose un problème crucial pour nous tous comme pour les autres MJC : l'héroïne !

L'héroïne a déjà causé la fermeture de nombreuses maisons de jeunes autogérées, ce qui nous a amené à interdire l'accès aux gens qui se piquent, après avoir discuté pendant deux ans, sans arriver à prendre une attitude commune ; ainsi cette interdiction a fait que toute une partie des gens ne vient plus en solidarité avec les exclus.

GO : En ce moment vous êtes fermés et vous redémarrez à la rentrée. Quels sont vos projets pour l'année prochaine ?

MJC : Oui, justement, on voudrait faire plus de choses en dehors des activités au niveau disco, salon de thé etc. Pour ce qui est des problèmes politiques, c'est assez difficile : beaucoup de ceux qui viennent ont une «attitude contre» en général : contre toute autorité, particulièrement les flics avec lesquels ils ont souvent à faire. Il s'agit de leur donner des moyens pour concrétiser et pour articuler cette opposition, pour réfléchir sur leurs problèmes. Pour commencer on essaiera de collaborer avec la «jeunesse syndicaliste», ce qui nous paraît encore le plus adapté au public qu'on a, pour y introduire certains débats politiques.

En même temps un groupe de presse ou un journal démarrera et essaiera, par des publications, de faire le lien entre la maison et la population de Tübingen. Enfin on commencera à chercher le plus de gens possibles qui sont prêts à adhérer à notre association. On veut entamer la discussion avec la population, l'intéresser à notre travail pour créer une base aussi large que possible, tout en faisant démarrer aussi les activités d'atelier.

Propos recueillis par Hans ●



D.R.

Accident à Mururoa

Un très grave accident est survenu le 6 juillet dernier à Mururoa, l'atoll polynésien qui est depuis longtemps le théâtre d'expériences d'armes nucléaires.

C'est une opération de décontamination d'un caisson d'essai qui est la cause de l'accident, une très violente explosion de nature chimique s'étant produite. L'incendie qui s'est ensuivi n'a été maîtrisé qu'avec beaucoup de difficultés. On n'a pas encore pu déterminer avec précision les causes de l'accident : ventilation mal conçue, détection de vapeurs explosives inexistantes ? Bilan : deux morts et trois blessés.

« Sans préjuger des enseignements et des conclusions qui seront déterminés par la commission d'enquête du CHS, le SNPEA CFDT tient à faire les observations suivantes :

- L'information par télex du personnel et de ses représentants par la direction du CEA date du 18 juillet, soit 12 jours après l'accident. Faut-il voir dans cette lenteur des consignes de « black out » imposées par l'Armée ?
- La visite des travailleurs blessés et hospitalisés par les membres de leur famille a été interdite pendant plusieurs jours.
- Le CEA a recours à des travailleurs d'entreprises extérieures (ici la STMI, filiale du CEA) pour des travaux spécifiquement nucléaires et présentant des risques graves.

Pour ce qui concerne les conditions dans lesquelles se dérouleront les travaux du CHS, le SNPEA CFDT demande :

- Que les centres du CEA qui ont des travailleurs sur le site de Mururoa soient partie prenante en matière d'hygiène et de sécurité. Les délégués en CHS du SNPEA CFDT ont demandé à participer à l'enquête sur l'accident.
- Que les conclusions et les enseignements de l'enquête ne soient entravés ni par la distance, ni par la spécificité des travaux, ni par les pesanteurs du « secret défense ».

Femmes pour la Paix

Le Seigneur est fortement sollicité ces temps : les Femmes pour la Paix Lui demandent de leur enseigner maintenant le langage des statistiques avant qu'il ne soit trop tard, calculant qu'en dix ans, la quantité d'explosifs par habitant de la terre est passé de 50 kilogrammes à 12 tonnes... Sans préjuger de la réponse du Très-Haut, elles ont adressé une lettre à notre Saint Père, le célèbre Karol Wojtyła, et à 1500 curés et pasteurs d'Alsace afin qu'ils soutiennent l'action qu'elles entreprennent pour la triste commémoration de l'explosion d'Hiroshima.

« Des déléguées du mouvement Femmes pour la Paix venues de France, de Suisse, d'Autriche, observeront du 5 au 9 août un jeune public à l'entrée de la cathédrale de Strasbourg pour demander solennellement à l'Eglise de condamner l'armement nucléaire.

Le 6 août 1945 à 8 heures du matin explosait la bombe atomique de Hiroshima qui a tué des centaines de milliers de victimes innocentes et en a blessé d'innombrables, dont certaines meurent encore actuellement des suites de leur exposition aux radiations. Trois jours plus tard, le 9 août, une seconde bombe atomique explosait à Nagasaki, berceau de l'Eglise Catholique au Japon.

Depuis la course aux armements nucléaires s'accroît. En Alsace même, à Oberhoffen, sont stockés des missiles Pluton dont chacun équivaut à une bombe de Hiroshima. A Bourogne, à la frontière sud du Haut-Rhin, existe une seconde base de missiles Pluton. La portée maximale de ces missiles est de 150 kilomètres, et les victimes potentielles sont donc nos voisins immédiats.

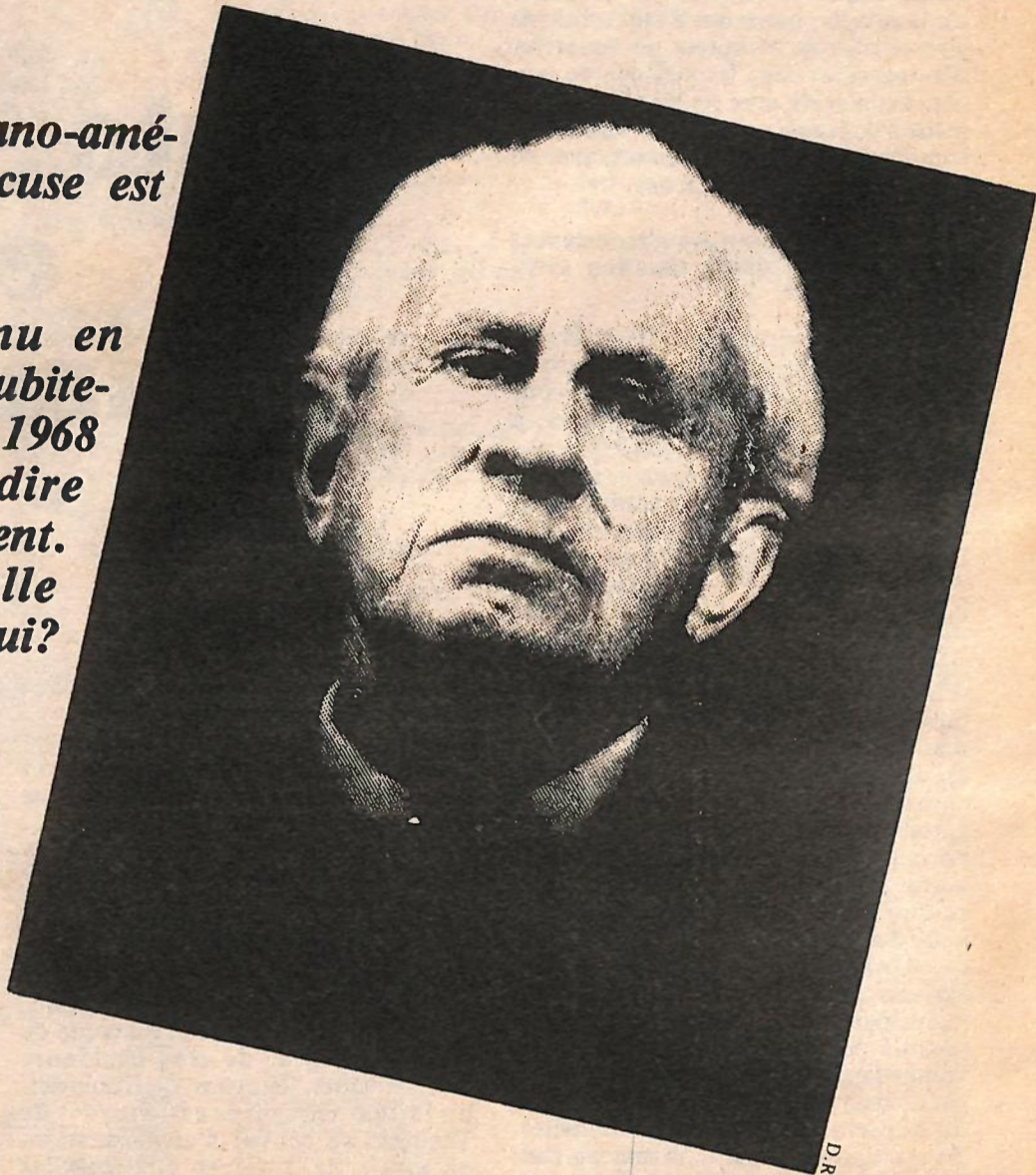
Les Femmes pour la Paix refusent de laisser massacrer les enfants qu'elles mettent au monde, élèvent, conduisent à l'âge d'homme et de femme, et de les laisser prendre en otage par ces armes démentielles.

Haut-Rhin : Geneviève Pfeiffer, 119 rue de l'Eglise, 68800 Leimbach. Tél. (89) 37 10 99.

Bas-Rhin : Esther Peter-Davis, 6 rue d'Arras, 67000 Strasbourg. Tél. (88) 60 16 19.

Le philosophe germano-américain Herbert Marcuse est mort le 29 juillet.

Longtemps inconnu en France, il y devint subitement en vogue après 1968. Ce qui ne veut pas dire qu'on le lisait vraiment. Sa pensée peut-elle nous aider aujourd'hui ?



Marcuse, notre aîné ?

Il avait de l'humour, il riait, il aimait les enfants. Simplicité et chaleur. Tendresse et passion. Réceptivité et enthousiasme (un certain romantisme même). Bref, attentif aux possibles, à tout ce qui, à la fois, source et ouvre la vie. Lorsque la mort le frappa près de Munich, il devait partir en Italie pour y écouter, à Venise, de la musique. Et André Gorz a, ces jours-ci, évoqué dans Libération le « vrai amour » qui liait Marcuse à sa jeune femme, épousée alors qu'il avait près de 80 ans. Mais aussi un philosophe, avec ce que cela implique de rigueur. Rien qu'un prof, mais un grand, avec ce que cela signifie de modestie et de solidité, à cent lieues de la mode. A Fribourg en Brisgau, il avait été l'élève de Husserl et de Heidegger. Il fit avec ce dernier sa thèse de doctorat sur l'ontologie de Hegel et la théorie de l'historicité (1932). Rude apprentissage. La même année, il fondait avec Horkheimer et Adorno un des principaux mouvements de pensée de ce siècle, l'école dite de Francfort.

Un solitaire, par conséquent, comme l'est tout vrai philosophe, mais qui rêvait. Un étranger (proscrit en 1933 par l'arrivée de Hitler au pouvoir, il fut 46 ans un exilé), mais en quête, pour tous, d'une terre autre, avec ténacité et robustesse. Bref, à la fois inséparablement, une chaleur et une lumière.

La chaleur n'a pas manqué, ces temps-ci. L'an dernier, ils étaient nombreux à y « croire », à l'union de la gauche, mais où pouvait-elle aller, déphasée dans ses analyses et ses propositions, privée de tête ? Quelle chute et quel marasme, et notre désir de vie, pour parler comme Marc Thivolle dans son édito d'il y a quinze jours, en a

pris un sacré coup, à Malville et après : les tripes, certes, sont chaudes mais elles dégagent peu de lumière. Chez Marcuse, cœur et tête allaient ensemble, dans le même sens, double origine d'une pensée unique, bien à lui. Est-il inutile de nous la réapproprier, ne serait-ce qu'en quelques mots, à l'heure où notre sensibilité s'étiole, faute de théorie ?

Négation et désir

Et d'abord, qu'est-ce qui assurait cette unité ? Deux éléments, issus du remaniement de deux héritages. Côté Hegel-Marx pour commencer : le travail historique de la négation. C'est tout le thème de Raison et Révolution (1939). Pour Hegel, la réalité était une totalité négative, contradictoire. Mais cette totalité était celle de la Raison système ontologique clos. En conséquence, dans la dialectique, le mouvement de l'histoire se calquait sur le développement métaphysique de l'être. Marx arrache la dialectique à ce fondement ontologique et fait de la négation une condition historique, sociale, liée à une situation particulière, elle aussi historique, de la société. On passe donc d'une philosophie à une théorie sociale. Mais, du coup, les contenus de celle-ci (les formes particulières de la négation, à un moment donné) ne doivent être hypostasies : la classe ouvrière n'est pas une entité métaphysique. En maintenant ainsi vivant son rapport contradictoire à Hegel, Marcuse empêche le marxisme de sombrer en positivisme. En demeurant une pensée, la négation (qu'il qualifie de « Grand Refus ») est une activité, un ferment permanent de transformation de la réalité, qui sait

saisir dans chaque situation historique la possibilité de son dépassement et y repérer les forces susceptibles de le réaliser.

L'autre élément vient du remaniement de l'opposition freudienne entre principe de réalité et principe de plaisir. On le trouve élaboré dans Eros et Civilisation (1955). Le principe de réalité est l'ensemble des valeurs et des normes qui régissent le comportement des individus dans une société donnée. Il réprime l'éros, instinct de vie, énergie libidinale qui, par opposition à l'énergie agressive, lutte pour l'intensité, l'épanouissement et l'unification de la vie et de l'environnement vital. A noter que l'éros ne se réduit pas à la sexualité, pulsion partielle qui concentre et limite l'énergie libidinale sur les zones érogènes du corps. Le principe de réalité est aujourd'hui principe de rendement, centré sur l'efficacité, le productivisme et la capacité de soutenir avec succès la compétition avec autrui. Il s'agit de raviver le refoulé, le principe de plaisir ainsi entendu, pour que, contestant la réalité existante, il soit à l'origine d'une société libérée, régie par un principe de réalité nouveau. L'imagination, qu'il voit à l'œuvre dans l'art, est à la fois en deçà, dans le passé brimé, et au delà, dans le futur. Dans la mémoire et dans le rêve. Ainsi que dans l'entre-deux, dans la tension transformatrice. Indisociablement rétrospective et prospective. La parenté avec les surréalistes est évidente. La liberté s'enracine donc dans la sensibilité, qui se révolte. Leur unité constitue à la fois une raison (régulatrice) et un moteur, un dynamisme de déconstruction/reconstruction, la force de l'utopie.

Intégration répressive

Voilà donc à partir de quoi Marcuse pense, ce qui donne à sa pensée un caractère indissociablement critique et anticipateur, c'est-à-dire stratégique. Critique : c'est la mise à jour, à partir de ce nouveau lieu théorique, de l'analyse du fonctionnement capitaliste. On la trouve en particulier dans *L'Homme unidimensionnel* (1964), description de la vie quotidienne intégrée par la répression. La nouveauté de la situation tient au fait que le capitalisme avancé se révèle capable d'absorber toute capacité oppositionnelle, c'est-à-dire le logos (la pensée négative) et l'eros. La raison est tout entière enfermée dans le critère de l'opérationnel, c'est-à-dire du fonctionnement technologique actuel. Le langage est instrumentalisé par une administration totale, qui identifie choses et gens à leur fonction dans le système. Et par les contrôles sociaux qui manipulent les besoins, la liberté est utilisée en vue de son asservissement. On le voit avec l'érotique : en restreignant son domaine au «sexy», c'est-à-dire une sexualité localisée, la société dissout la capacité, et même le besoin, de sublimer. La satisfaction se fait donc sous une forme qui engendre la soumission. Apparaît ainsi une «conscience heureuse» mais plate, qui intériorise les exigences de la société existante, signe que la lucidité et l'autonomie sont bien malades. L'instinct de destruction, c'est-à-dire l'agressivité, est lui aussi canalisé pour lui donner une forme «productive».

Marcuse et l'écologie

«Le lien concret entre la libération de l'homme et celle de la nature est mis aujourd'hui en évidence par le rôle que joue, dans la gauche radicale, la campagne pour l'écologie. La pollution de l'air et de l'eau, le bruit, l'empiètement de l'industrie et du commerce sur les grands espaces naturels pèsent physiquement sur les individus comme un esclavage, un emprisonnement. Les combattre, c'est une lutte politique, car on voit très bien combien inséparable de l'économie capitaliste est la violation de la nature. Certes, la fonction politique de l'écologie est facile à neutraliser, elle peut être tournée à la glorification du système, et pourtant il faut combattre ici et maintenant la pollution physique pratiquée par le système, tout comme sa pollution mentale. Pour amener l'écologie au point où elle n'est plus compatible avec les structures capitalistes, il faut d'abord développer la campagne écologique à l'intérieur de ces structures».

(*Contre-révolution et Révolte*, trad. française, Seuil, 1973, page 84).

Le résultat de tout cela se voit parfaitement dans l'ordre politique. Les partis opposés y convergent : même acceptation de la rationalité technologique, d'un univers d'administration, d'une productivité croissante. La différence qualitative des intérêts contradictoires n'est plus qu'une différence quantitative. La structure sociale n'est plus antagonique. Les partis communistes ne sont plus une force révolutionnaire (sur ce point, *Le Marxisme soviétique*) (1958).

Les forces de refus

Où se trouvent alors les énergies de rupture ? Chez tous ceux qui retrouvent aujourd'hui les fondements biologiques du socialisme, qui participent d'une nouvelle sensibilité, qui cherchent à faire le lien entre nature et révolution (*Vers la libération, 1969, Contre-révolution et Révolte, 1972, Actuels, 1975*), là où apparaissent, par le développement contradictoire du système, des besoins instinctuels différents et de nouvelles réactions du corps comme de l'esprit. De ce point de vue, après avoir été sensible au mouvement de la jeunesse américaine (il enseignait en Californie), Marcuse accordait une grande importance à la révolte de mai 1968 en France. Là et ici, comme dans le déclin, chez les jeunes ouvriers, de l'éthique du travail il voyait à l'œuvre l'incapacité physique de supporter une répression qui ne serait pas indispensable à la protection et à l'amélioration de l'existence, l'émergence de contre-images, de contre-valeurs, de contre-institutions, d'un en-dehors par conséquent du système de l'enfermement.

Plus récemment, il mettait de grands espoirs dans les mouvements écologique et féministe. Paradoxalement peut-être pour beaucoup d'entre nous, il était ainsi fidèle à ce qui était pour lui le plus fondamental chez Marx : les affirmations de sa jeunesse sur le rapport de l'homme à la femme comme principal test du degré d'humanité d'une société, sur la société communiste comme réalisation de l'unité de l'homme avec la nature, sur l'abolition de la propriété privée comme émancipation de tous les sens, et, plus généralement, sur la volonté d'instaurer (contre l'abstraction de la marchandise et la fétichisation de l'or) un rapport immédiat de jouissance à l'objet sensible.

Dans l'écologie, il voyait poindre, ou revenir, une relation d'alliance, par delà des siècles d'agressivité, entre l'homme et la nature. Libérer la nature, c'était pour lui reconnaître en elle des qualités esthétiques sensuelles qui sont étrangères à une vie gâchée par la chaîne sans fin des activités que dicte le principe de rendement et de concurrence. Dans le mouvement des femmes, il voyait surgir

la volonté d'un changement décisif dans la structure instinctuelle, l'affaiblissement de l'agressivité primaire qui a commandé la culture patriarcale, grâce à la combinaison de facteurs biologiques et sociaux. Une négation radicale. Car produire en fonction de la réceptivité, de la jouissance des fruits du travail, de l'émancipation des sens, de la pacification de la société et de la nature (c'est-à-dire en fonction de ce qui, dans le système patriarcal, apparaît comme l'antithèse «féminine» des valeurs masculines), cela ne revient-il pas à enlever à l'agressivité historiquement masculine, sous ses formes les plus répressives et «productives», le sol même sur lequel elle repose ? Donc, à mettre sur pied l'alternative sociale ? Celle-ci est au bout de l'extension au plus grand nombre de ces idées et de ces comportements inintégrables.

Ne trouvez-vous pas que Marcuse a des allures de frère aîné ?

Paul Blanquart ●

Le mouvement des femmes

«Dans la civilisation patriarcale, les femmes ont subi une oppression spécifique et leur développement physique et mental a été canalisé dans une direction spécifique. Dans ces conditions, un mouvement de libération des femmes autonome n'est pas seulement justifié. Il est nécessaire (...). Le mouvement opère à deux niveaux : d'abord le combat pour la pleine égalité économique, sociale et culturelle. Ici, se pose une question : il n'y a pas de raison économique qui s'oppose à ce que cette égalité puisse être obtenue à l'intérieur du cadre capitaliste qui, il est vrai, s'en trouverait sensiblement modifié. Mais les potentialités, les buts mêmes du mouvement de libération des femmes vont bien au-delà, à savoir qu'ils touchent à des domaines qui ne pourront jamais être atteints dans le cadre du capitalisme ni d'aucune autre société de classes. L'accomplissement de ces objectifs nécessiterait une seconde étape où le mouvement transcenderait le cadre dans lequel il fonctionne à l'heure actuelle (...). L'essentiel dans cette transcendence, c'est la négation des valeurs d'exploitation et de répression propres à la civilisation patriarcale. Ce qui est en jeu, c'est la négation des valeurs agressives et productivistes que cette société reproduit sous la forme du capitalisme après qu'elles lui furent imposées par la domination mâle».

(Texte de 1974, traduit dans *Actuels*, Ed. Galilée, 1976, pp. 42-44).

Zoom : Vous vous souvenez peut-être qu'en 1974, à Draguignan (Var) les habitants étaient descendus dans la rue pour défendre leur préfecture à coups de pavés. L'émeute avait fait des morts et des millions de dégâts. Un imprimeur du coin, avec un brin de nostalgie, a sorti un gros album de photos, **Draguignan, décembre 74, combat pour un chef-lieu**, réalisé par deux journalistes, locaux, Paul Teulade et Guy Foreau. Ce livre était nécessaire pour qu'on garde toujours à l'esprit la facilité et la désinvolture avec lesquelles Paris décide pour les régions, sans concertation. L'idéologie penche un peu trop du côté du PS qui n'a pas joué un rôle très clair dans cette histoire, mais c'est un détail. Imprimerie Dracénoise, 13 Place du Théâtre, 83300 Draguignan (60F franco)

Ciné : Des images au service des luttes, on en retrouve un bon paquet au Collectif de distribution **Le Grain de Sable**. Des techniciens du cinéma ont mis leur fric, leur travail et leurs connaissances en commun, pour donner une autre vision des résistances populaires et casser, autant que possible, le monopole de l'exploitation commerciale des films. Le Grain de Sable distribue gratis un catalogue où il présente des œuvres qu'il peut louer à tous ceux qui en ont envie. De la lutte des femmes jusqu'à l'urbanisme, en passant par l'école, vous trouverez là tout ce dont vous aurez besoin pour faire de la contre-information intelligente dans votre coin. Il n'y a pas que la télé dans la vie. (Grain de Sable, 206 rue de Charenton, 75012 Paris, tél. 344 16 72).

Rigolo : Un grand dossier sur Moebius dans le n° 3 de la revue **PLGPUR**, autrement dit : **Plein la Gueule pour pas un rond**, ce qui n'est pas tout-à-fait exact puisqu'il faut envoyer 5 balles à Philippe Morin, 16 rue Gabriel Péri, 92120 Montrouge, pour le recevoir. C'est le moment de s'intéresser à Moebius qui prépare, pour Noël 80, un



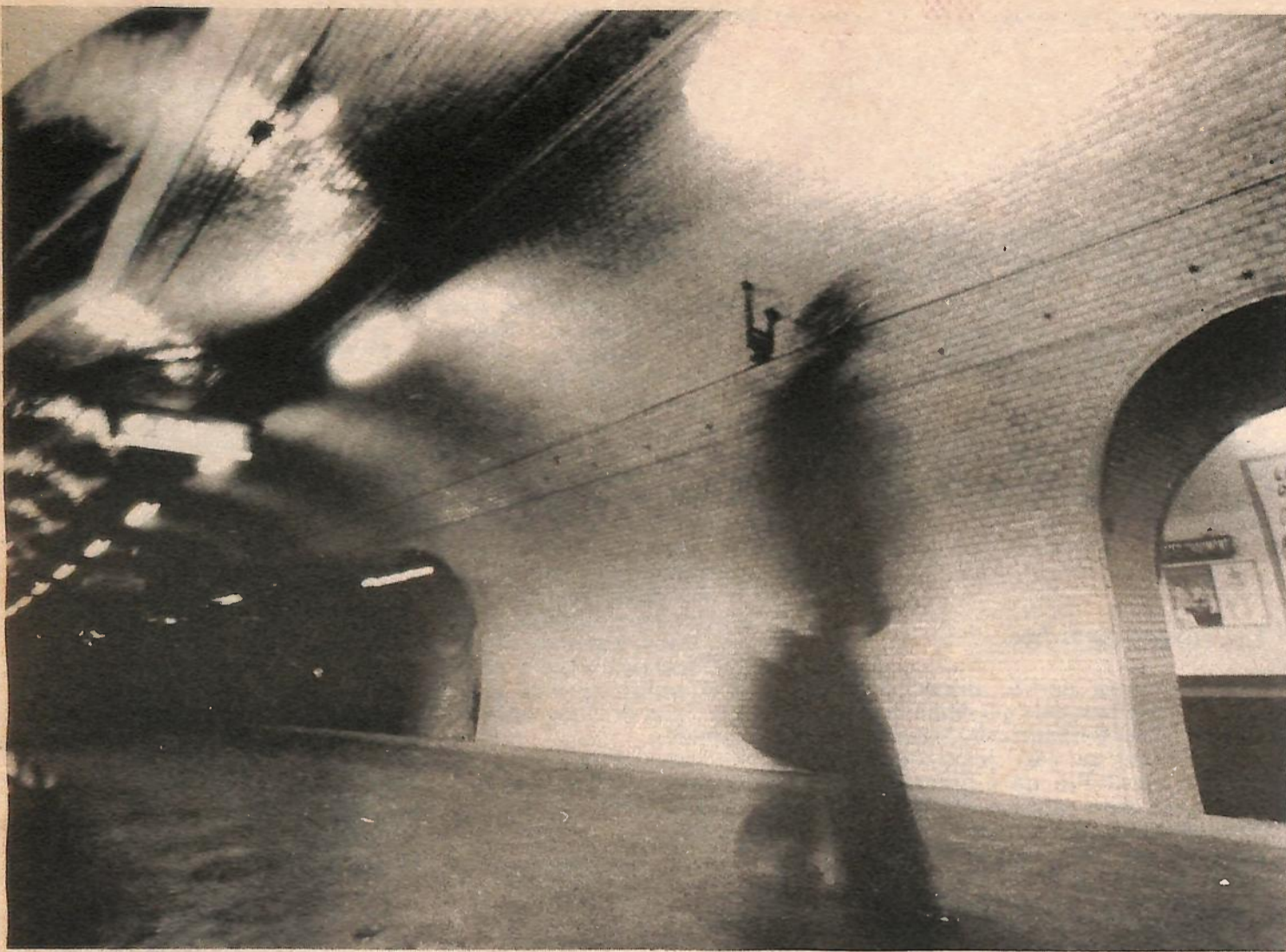
Dessin : Moebius

dessin animé de SF long métrage pour la télé. En attendant ce futur chef-d'œuvre vous pouvez toujours demander aux Humanoïdes Associés (15-17 passage des Petites Ecuries, 75010 Paris) qu'ils vous mettent de côté la réédition d'un de ses plus beaux recueils (le plus politique aussi) : **L'homme est-il bon ?** Mais il n'y a pas que Moebius dans les quarante pages de **PLGPUR** qui publie des tas de jeunes dessinateurs, dont Lecointre que j'adore.

Vietnam : On va bientôt parler d'eux partout. Ils arrivent de New York avec une musique de l'âge atomique et une ambiance de fin-du-monde-dans-la-joie. Ce sont les B. 52'S, dont le premier **33T The B. 52'S** (Island, dist. Phonogram, 9123048) restera longtemps sur votre platine, j'en suis sûr. Entre Talking Heads et Devo, voici un jeune groupe qui monte à toute vitesse, et c'est normal : il est bon comme une attaque d'automne dans un quartier chic de Paris. Et beaucoup plus rigolo. Un disque indispensable, donc. Même Petit-Roulet vous le dira.

Docteur Bernard Blanc ●





Ni un appel, ni un manifeste

Tout semble se passer comme si, au lendemain des élections européennes, on découvrirait subitement au mouvement écolo toutes sortes de tares jusqu'alors inconnues, des lacunes auparavant tolérables...

Alors on remet tout en chantier : retour à la pureté du mouvement, à l'intégrité de sa parole et de ses engagements, à la splendide certitude du témoin-prêcher... René Commandeur et les signataires de son appel (G.O. N° 268 du 4.7.79, *Le Monde* du 20.7.79) vont jusqu'à pondre un texte où vibrent les accents d'une résolution farouche, d'une enthousiasmante volonté de construire (ils s'y engagent !) «un ensemble de propositions théoriques, organisationnelles et pratiques». La lecture de leur plan de travail (c'est à dire l'énumération des principes jugés par eux fondamentaux qui en tient lieu) préfigure ce qu'ils annoncent : la Bible, le Grand Livre Vert ! Ce qu'il faut croire ! Tout sur TOUT et le reste !

...Comment avons-nous pu survivre tout ce temps dans l'errance ?! Aujourd'hui, grâce à Dieu et à ses anges verts, nos «théoriciens» te vont nous broser tout ça à grands traits. On saura et on acceptera (comme par miracle... ou grâce au terrorisme verbal, au poids des états de service dans le mouvement ou à l'effet d'amplification et de légitimation par l'extérieur qu'entraîne et permet le recours aux grands médias) ce qu'il faut croire, mais aussi comment il faut gérer son vécu(!), comment s'organiser, et même ce qu'il faut coller comme affiches.

Normal, puisqu'aucune analyse en profondeur de ce qui nous distingue

radicalement et globalement des principales idéologies n'a été faite, puisqu'il n'y a actuellement aucune organisation écologiste en France, il faut bien que certains (au fait, où étaient-ils alors ? qui les distinguait ? Et puis pourquoi ne sont ce que des individus, ex-candidats proclamés, et non des groupes, c'est-à-dire des pratiques et des expériences collectives ?) il faut bien que certains, donc, nous donnent enfin tout cela.

Et bien merde.

Cela fait un certain temps que je participe, de différents points de vue, au mouvement. Mais c'est la première fois qu'il m'est donné de lire avec autant de dégoût et d'écœurement un tel aveu d'impuissance, doublé d'une telle capacité à se cacher ce avec quoi on craint de ne pas être d'accord. Vertige..

Qui pense, sérieusement, que c'est en construisant NOTRE idéologie (la vraie !), NOTRE organisation (la seule, l'éternelle !), que nous répondrons effectivement à l'immense demande sociale qu'expriment la désaffection et le dégoût croissants des gens (des millions !) pour - en vrac : la «vie» politique, le trucage de l'information par les médias, le travail (98% des salariés trouvent leur travail inutile, voire nuisible : le plus beau titre de gloire de notre société), l'artificialisation du cadre de vie, l'aliénation aux outils, l'asservissement programmé aux grands appareils de pouvoir...

Vous (les signataires de cet appel-manifeste) croyez vraiment qu'en construisant une tour idéologique plus haute que les autres, vous arriverez à autre chose qu'une dérisoire Babel faire-va-

loir de la Babel Nucléaire ? Qui a envie de vous suivre ? Comptez-vous sur l'exaspération croissante des groupes, plus fatalistes aujourd'hui qu'hier, qui vous «laisseront faire» et même, voteront pour vous, parce qu'il n'y a décidément aucun moyen de vous contrôler ; alors, ça ou autre chose...?

Une cacophonie

Franchement, croyez-vous que c'est en proclamant avant tout «ce qui nous distingue» que nous réaliserons l'adhésion majoritaire autour du projet social que porte le mouvement ? Acceptez-vous de prendre le risque de torpiller par purisme et sectarisme ce que nous avons, ensemble, commencé à réaliser : un mouvement - d'opinion - à la recherche d'une pratique sociale et politique qui le transforme en moteur de la société d'aujourd'hui et de demain ?

Qu'on me comprenne bien : je ne souhaite en aucune manière tiédir notre discours, l'affadir, émousser la radicalité de nos propositions. Oui, nous voulons une société différente : autogestionnaire, vivante, «enchantée», véritablement moderne (et non pachydermique), où production et consommation sont déterminées par et pour les usagers en fonction des réalités régionales, et du poids que les techniques à mettre en œuvre font peser sur la biosphère. Rien à redire à cela.

Mais voilà, comme on dit «j'en appelle au principe de réalité» (pas gauche américaine, moi, pas rêveur !). Aujourd'hui, c'est la Crise, et ça va l'être de plus en plus au cours des dix ans à venir. Crise économique, mais derrière : crise des ressources et du marché. Crise politique, parce que déplacement des lieux du pouvoir (société encore marchande, déjà technocratique) ; déplacement des enjeux (qui se mondialisent), déplacement et raffinement des formes de domination et de programmation sociales (ce qui fait qu'on naît riche et beau, mais aussi chef, et qu'on le reste). Crise culturelle - mais ça, on connaît : les écolos y sont aux premières loges...

Et tout ça se met en place dans une cacophonie inélégante où se mêlent boat-people et loi Bonnet-Stoléru, cen-

trales nucléaires et démocratie avariée, Détroit d'Ormuz, suicides de baleines et gaspitreries !

Nous, là-dedans... à qui ferez-vous croire qu'il n'y a rien de plus urgent que de chercher ce qui nous distingue ? Ce n'est tout simplement pas sérieux.

Tout cela est un peu bilieux, certes ; mais quoi ! SI ! des analyses en profondeur - non pas de ce qui nous distingue, mais de ce que nous pourrions choisir de devenir, se sont amorcées. Et bien avancées. Qui, parmi les lecteurs de la G.O. (anormaux, mes frères (!)...!) tient pour nul et sans valeur le débat que la presse écolo a favorisé depuis un an ? Pitié, ne nous faites pas régresser ! les européennes, elles aussi, semblent confirmer ce que nous disions : les écolos peuvent jouer un rôle déterminant (mais pas seuls !) dans la réanimation de la société, de sa vie politique, de sa capacité à se choisir un avenir, à connaître les conflits qui la traversent, à maîtriser les conditions techniques et économiques de son développement, à s'exprimer.

C'est tout cela, essentiellement, que recouvre à mon avis l'approche «mouvement social» (qui n'a d'ailleurs pas attendu Alain Touraine pour exister, plus ou moins consciente d'elle-même, dans ce mouvement), approche dont il a souvent été question, dans ces pages et ailleurs. Cela ne signifie pas qu'on se «restreint» à une pratique de «nature syndicale» : ça veut dire qu'on prend en charge, avec toutes les forces de contestation sociale, la résistance aux nouvelles formes de domination technocratique que cette fin de siècle nous révèle. Ça veut dire qu'on choisit, consciemment, de concourir à la construction du mouvement qui sera celui des dominés, celui des usagers ! Quoi de moins sectaire, quoi de moins politique ?

Réanimer la société

Et le nucléaire, symbole et symptôme de cette mutation, semble bien, surtout après Harrisburg, l'un des lieux privilégiés où nous pouvons faire se cristalliser les enjeux des conflits centraux de cette société : un autre développement, pouvoir choisir, et maîtriser notre avenir collectif dans ses formes sociales et techniques.

Où aller (et à...

Ne
ouvrait il y a peu
Pas n'importe la
Emmanuel des AT m
et Jean

Pour une gauche conviviale ?

Alors-nous ? (avec qui ?)

Notre confrère Le Monde
ses colonnes à la réflexion écologiste.
laquelle : celle de l'«institution verte».
nous explique pourquoi il n'est pas content
et polémique avec Delarue.

Rien d'autre, en définitive, que la substance et l'esprit de la **pétition nationale énergie** (G.O. N° 268 du 4.7. et N° 269 du 11. 7) et du texte explicatif qui précise la teneur de l'accord passé entre les organisations qui s'y sont engagées.

Ce faisant, sans pudeur, je vante ma (notre) crèmerie. Parce que décidément, il existe aussi l'ébauche de ce que pourrait être une pratique sociale du mouvement antinucléaire. Relance de l'action antinucléaire ? Pas vraiment. Il s'agit plutôt d'une réincarnation de ces luttes à partir de ce qu'il faut bien appeler le traumatisme collectif (parfois différé dans ses perceptions) de l'après-Malville. Réincarnation, parce que cette campagne nationale - qui doit être aussi une campagne pour et par tout le mouvement, **Ventre Saint-Gris !** - ne se contente pas de poser comme objectif la suspension du programme nucléaire (c'est à dire un moratoire - ne jouons pas sur les mots !) ; elle véhicule aussi l'exigence démocratique, et vise l'élaboration d'alternatives. Parce que, décidément, «réanimer la société» c'est :

- Réunir les conditions **techniques** pour qu'elle puisse se déterminer (suspension = liberté provisoire).

- Ebaucher les conditions et modalités **politiques** de son expression («des consultations et des décisions démocratiques aux niveaux régional et national» et voir aussi les propositions et pistes débroussaillées par des individus - encore ! - il y a un mois à Bièvres, voir G.O. N° 270 du 18.7., ou le papier de Pierre Samuel) sur l'initiative référendaire dans la G.O. N° 268 du 4, 7.) ;

- Réunir les conditions pour qu'il y ait véritablement des **alternatives crédibles** par rapport auxquelles elle puisse se déterminer (projets de développement régionaux, propositions pour les municipalités).

...et j'ai bien conscience de ce qu'il y a encore de nombreux aspects du problème «mouvement écologiste» qui mériteraient une discussion approfondie, à partir de l'acquis collectif du mouvement et de sa mémoire. Je n'en effleurerai qu'un autre : son expression politique propre.

A mon sens, il n'y a aucune raison de ne pas voir que si cette société mutante engendre de nouvelles formes de domination sociale et les forces d'opposition

à celles-ci, alors ces dernières doivent inventer leur propre expression politique, et leur propre manière de faire de la politique. Mais voilà : ce mouvement social, nous n'en connaissons aujourd'hui que le germe (et encore). Il ne sait même pas parler, il balbutie. Ne lui demandons pas, dès aujourd'hui, de mimer les grands (ce qu'Europe-Ecologie a, objectivement, été contrainte de faire).

Il faut tout inventer. Commençons par nous donner, à partir de nos propres organisations (*) des moyens contrôlables mais adaptés permettant d'intervenir dans le champ politique, dans l'exacte mesure où l'émergence du Mouvement le requiert. Il ne devrait plus être question pour nous de paraître à ce point bornés que nos apparitions sur la scène politique continuent à ressembler à une partie de saute-moutons d'une période électorale à la suivante !

Il est non moins évident qu'il faut pouvoir réunir autour d'une telle proposition, non pas forcément tous les écologistes, mais tous ceux qui ont envie de travailler ensemble au nom du projet social qu'ils partagent, et de l'ambition qu'ils peuvent avoir, non pour eux, mais pour le mouvement.

Il y a du boulot, urgent. Ce n'est pas - on s'en sera rendu compte - le même que celui auquel s'attaque le «gang Rhône-Alpes tendance candidats». Ces derniers n'ont aucune raison de se sentir exclus de ce que j'ai évoqué ci-dessus.

...toujours est-il que le RAT aura, d'ici deux mois, des propositions précises par rapport auxquelles il se déterminera lui-même, et invitera tout le mouvement à les accepter comme terrain de discussion.

Emmanuel de Séverac
Réseau des Amis de la Terre

(*) : Cf. lettre de P. Lebreton, courrier des lecteurs.

(°) : au fait : il en existe ! Qui insinue le contraire ose le dire au grand jour, le démontre... et ne craigne que le grand ridicule !

Enthousiasmé par l'excellent débat que nous consacrons hebdomadairement au devenir du mouvement écologiste, notre confrère «Le Monde» ouvre à son tour ses vénérables colonnes à une contribution due à la plume de Jean-Claude Delarue. Par délicatesse, le quotidien de la rue des Italiens n'a pas repris notre titre «Où allons-nous et avec qui ?» et c'est sous la rubrique «libres opinions» dans l'édition du 27 juillet 79, qu'on peut lire le texte de l'ex-candidat d'Europe-Ecologie, «Proposer d'autres voies».

Jean-Claude Delarue y déclare notamment : «Les écologistes ont en main des atouts sérieux. Mais ils doivent éviter de les gaspiller en commettant deux erreurs.

La première serait de croire que les groupes écologistes peuvent orienter le vote des électeurs écologistes. Or, de tous les électeurs français, les écologistes sont sans doute les moins susceptibles de suivre des consignes de vote. Voter écologiste, c'est d'abord manifester son indépendance par rapport au monde politique traditionnel, et on imagine mal que des gens qui rejettent une tutelle puissent immédiatement en accepter une autre. Un parti qui croirait pouvoir gagner les voix écologistes grâce à une combinaison d'appareils avec un groupe écologiste s'exposerait donc à de graves déconvenues.

La seconde erreur serait de constituer un parti politique écologiste orienté à gauche, comme le proposent des militants PSU et MRG ainsi que certains écologistes.

Il faut dire tout net que la création d'une «gauche conviviale» selon les termes de Thierry Jeantet, membre du bureau du MRG, serait une opération anti-socialiste. Car il est clair qu'un parti de ce type ne prendrait des voix qu'au PS, à la différence des candidats écologistes indépendants des partis politiques, qui s'adressent, eux, à tous les Français. Or, les écologistes, pour être un groupe de pression efficace, doivent représenter une menace pour la droite comme pour la gauche».

Dans la réponse qu'il nous fait parvenir, Thierry Jeantet indique notamment :

«Rien ne doit pouvoir arrêter l'émergence de ce projet, celui d'une gauche conviviale, portée par les groupements et mouvements les plus imaginatifs, les plus créatifs, capables de créer les conditions d'une alternative réelle au pouvoir en place.

C'est ce débat de fond qui doit dominer les élections présidentielles. C'est ce débat qui semble d'avance gêner l'actuelle majorité présidentielle et ses soutiens conscients ou inconscients : Ses soutiens sont quelques Ecologistes-Neutralistes qui risquent de dévoyer leur action par un corporatisme de nouvelle façon (cf. les déclarations de J.C. Delarue). Ses soutiens sont aussi ce ou ces candidats à la candidature de la Gauche modérée qui s'halillant d'un peu de défense des Libertés, voire d'Ecologisme, seront bientôt réduits à un rôle de «nouveaux Servan-Schreiber».

La Droite commence d'ores et déjà à favoriser toutes ces manœuvres de diversion «centro-écologistes» destinées à gêner le développement d'une Gauche Conviviale.

Si elle le fait, c'est parce que cette Gauche Courageuse, cette Gauche Conviviale, risque de réveiller l'ensemble de la Gauche, parce qu'elle risque d'attirer à elle les victimes des mesures antisociales d'un Gouvernement pour lequel elles ont précédemment voté, parce qu'elle risque donc d'être perçue comme un espoir nouveau.

Mais, manœuvres et attaques ne peuvent qu'encourager Radicaux, Ecologistes, Régionalistes et d'autres encore à travailler sur des sujets concrets et à dégager ensemble «l'Alternative conviviale».

Structures et, plus tard encore, candidatures fédératives, découleront alors d'elles-mêmes des actions communes accomplies.»





D.R.

Des potions qui n'ont rien de magique

Réprésentant 20% des dépenses de l'assurance-maladie, les médicaments sont souvent accusés d'être une cause importante du déficit de la Sécurité Sociale : la responsabilité des «patients» est ainsi mise en cause puisque ce sont eux qui ont la responsabilité de leur usage. On aurait pu penser que les mesures prises par le gouvernement pour résoudre le déficit de la S.S. auraient comporté un important volet sur les médicaments, inspiré du rapport publié le 17 mai par la commission sur le gaspillage des médicaments.

Or dans ce secteur, comme dans les autres, on n'a qu'un vague bricolage qui se réduit à quelques mesures économiques, alors que le rapport de la commission concluait que celles-ci devaient être secondaires, «des décisions destinées à assurer le bon usage des médicaments (devant) avant tout intervenir sur la base de données scientifiques».

Le vrai gaspillage n'est pas celui des médicaments inutilisés, mais le mauvais usage des médicaments entraînant une surconsommation aussi nuisible à la santé des Français qu'à celle de leur porte-monnaie et du budget de la S.S. La commission posait le problème d'une information véritable des médecins et des patients face au poids de l'industrie pharmaceutique. Mais il faut aller plus loin : transformer l'attitude des médecins et des patients à l'égard des médicaments et en même temps donner aux patients, un véritable pouvoir de contrôle sur les médicaments et leur usage, ce qui rendrait inutile le système des «profils médicaux» : derrière ce moyen de limiter les prescriptions abusives, se profile le fichage des médecins.

Avec 460F de médicaments par individu en 78 (dont 30% achetés sans ordonnance), les Français sont parmi les plus gros consommateurs de médicaments au monde. Plusieurs enquêtes ont évalué à 40% le nombre de médicaments prescrits qui restent inutilisés dans les armoires à pharmacie familiale. Une enquête récente de la SOFRES à la demande du Syndicat National de l'Industrie Pharmaceutique estimait ce gaspillage à 1 milliard de francs. Pour-

tant, le vrai problème n'est pas là, soulignait le rapport de la commission d'enquête sur le gaspillage des médicaments, mais leur mauvais usage. Elle mettait en cause la mise sur le marché d'une multitude de «pseudo-innovations», l'excès de publicité en quantité (dans le budget des laboratoires, elle représente le double de la part affectée à la recherche) et en qualité (l'information réelle sur les médicaments est trop souvent inexistante), la mauvaise application de la réglementation, l'insuffisance du financement de la recherche par l'Etat, et, surtout, la mauvaise information des médecins et des usagers, malgré quelques récentes améliorations.

Ignorant à peu près tout des problèmes de pharmacologie, trop de médecins camouflent leur incapacité à soigner les maladies chroniques, derrière une ordonnance bien remplie qui justifie sa fonction ; gare au médecin qui ne jouera pas son rôle, c'est l'usager alors qui risque de lui demander de rallonger l'ordonnance.

Des expertises sujettes à caution

Pour être commercialisé, un nouveau médicament doit subir une série d'expertises toxicologiques : chimique en laboratoire, biologique sur l'animal et clinique sur l'homme. Son dossier est alors transmis au Ministère de la Santé où une commission accorde ou refuse l'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) ; une deuxième commission décidant s'il est remboursé par la Sécurité Sociale. Ce processus est facile à tourner en mettant sur le marché des médicaments représentant des mélanges de plusieurs substances déjà autorisées. En outre les essais sont confiés à des experts choisis par le fabricant sur une liste établie par le ministère de la santé. Quand on sait que presque tous les experts travaillent dans l'industrie pharmaceutique, on devine que le fabricant n'aura aucune peine à choisir ceux qu'il connaît déjà. Les experts cliniques sont souvent des médecins hospitaliers qui financent ainsi l'équipement de leur

service ; ils ont bonne conscience à essayer les médicaments sur le dos de leurs malades puisqu'ils ne se mettent pas directement de l'argent dans leurs poches ! On comprend dans ces conditions que les expertises soient rarement rigoureuses ; elles servent surtout à dégager la responsabilité du Ministère de la Santé. Une histoire scandaleusement étouffée illustre parfaitement cette situation, et malheureusement, les risques qu'il en résulte.

Une affaire étouffée

En 1969, Jean-Pierre Cambier, pharmacien depuis 11 ans aux Laboratoires Jean-Roy-Fressings était licencié pour avoir dénoncé la mauvaise qualité de plusieurs médicaments dont il contrôlait la fabrication et refusé de poursuivre celle-ci. Le groupe américain Médial-Riker qui les commercialisait jusqu'alors voulait faire fabriquer désormais par les laboratoires J.R.F. des médicaments à base de Merfène, dérivé



D.R.

mercuriel. Cambier a révélé deux éléments graves dans la procédure de fabrication des médicaments et a mis en cause la responsabilité du laboratoire dans un accident qui blessait grièvement un ouvrier en cours de fabrication : les dangers des médicaments chimiques touchent d'abord les travailleurs, avant de toucher les utilisateurs. A la suite du licenciement de Cambier, le syndicat CFDT des Industries Chimiques s'est porté partie civile dans cette affaire : de Cour d'Appel en Cassation, les aller-retour durent depuis dix ans, sans qu'on puisse trouver une conclusion ; serait-ce que la justice est sensible aux pressions de l'industrie pharmaceutique ?

On connaît le danger des colorants et autres additifs dans l'alimentation ; ce qu'on ne sait pas en général, c'est que ces produits sont couramment utilisés dans les médicaments : depuis 78, leur présence doit être mentionnée sur les boîtes de médicaments. Mais le consommateur averti ignore le plus souvent la dernière finesse : à savoir la composition de l'excipient, le fameux Q.S.P. (Quantité Suffisante Pour...) qui n'est pas toujours anodin. Cambier montra ainsi que le Merfène réagissait très rapidement avec les excipients (il noircissait par combinaison avec le lactose, tandis que du mercure métallique apparaissait) et avec... le plastique des flacons. Cambier dénonça la mise en vente de lots défectueux d'Adiparhol présentés sous forme de dragées qui ne fondaient pas.

Patients ou cobayes ?

Deuxième élément mis en lumière par l'affaire Cambier : la pratique de la préexpertise, appelée aussi préessai. En vertu de la liberté de prescription, les médecins peuvent essayer sur les patients de nouveaux médicaments qu'il s'agit d'une expérimentation non officielle. Cette pratique admise mais non réglementée est courante dans les hôpitaux, par exemple sur les vieillards et les psychiatisés à qui on n'a pas besoin de demander leur avis. En médecine libérale, où cela se pratique aussi, le patient a intérêt à refuser tout médicament que son médecin pourrait lui donner gratuitement sans explication. Le préessai facilite les recherches des laboratoires qui ne soumettent ensuite aux expertises légales que des médicaments n'ayant pas présenté de «pépins». Si les patrons des laboratoires mis en cause par la CFDT venaient à gagner le procès, nul doute que cela ferait jurisprudence, entraînant une reconnaissance légale du préessai.

Publicité pharmaceutique

Tous ces problèmes, le médecin généraliste de base les ignore en général. Pendant ses études, il a à peine abordé quelques heures par an les problèmes de pharmacologie. Pour chaque système de l'organisme, il a étudié, les principales substances actives (digitaliques, diurétiques, tranquillisants, etc...). Mais en France, il est un peu perdu. Il n'a guère entendu parler des contre-indications et effets secondaires d'un médicament encore moins des interactions entre plusieurs médicaments. Il n'a que deux sources d'information : la presse médicale et les publications de recherche qui sont financées à 80% par la publicité, et toutes les publicités qu'il reçoit : la publicité pharmaceutique représente un milliard de centimes par jour ouvrable, rien que pour la France ; ce n'est pas la récente taxe décidée par le gouvernement qui l'ébrêchera beaucoup, d'autant que son montant n'est pas encore voté !

Deuxième source d'information : les visiteurs médicaux que lui envoient les laboratoires. Une récente thèse de médecine montrait que les 8 500 visiteurs médicaux français ne sont formés qu'à vendre les médicaments comme des paquets de lessive (Le Monde du 19 mai 79).

La bible des médecins

Pour se retrouver dans tout ce mic-mac, le médecin a le «Vidal», qui est un peu sa Bible et lui présente environ 4500 spécialités. La plupart des médecins considèrent le Vidal comme un dictionnaire leur apportant des informations alors qu'il ne s'agit que de publicité : les laboratoires paient très cher pour y faire insérer la présentation de leurs médicaments. Seuls les pharmaciens ont la possibilité d'avoir un répertoire de tous les médicaments commercialisés, le «Sempex».

A la suite des livres de Pradal, de l'action des organisations de consommateurs et de la pression de l'opinion publique, le Ministère de la Santé a chargé en 76, la commission Alexandre de «moraliser» le Vidal et les autres dictionnaires de spécialités. Avec, 15 ans de retard sur les Etats-Unis, les laboratoires commencent à donner une meilleure information sur les médicaments : indications plus précises, contre-indications et quelques interactions.

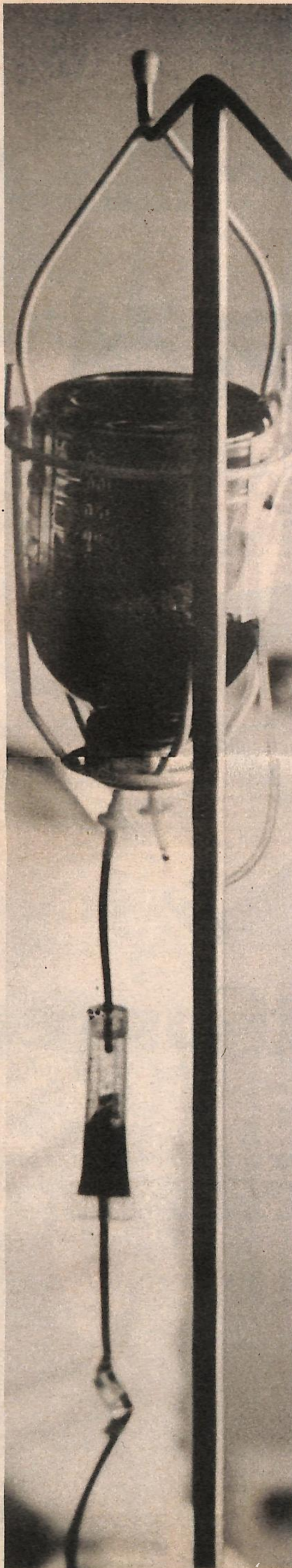
Premier résultat : depuis 77, le Vidal ne publie plus les pages jaunes de son dictionnaire, les plus intéressantes, car elles classaient les spécialités par catégorie thérapeutique. Cette suppression a été décidée parce que les laboratoires n'arrivaient pas à se mettre d'accord avec la commission sur la catégorie dans laquelle ils voulaient classer leurs médicaments. Cette moralisation n'est donc que très relative. Selon Pradal, l'édition 79 du Vidal n'apporte une information «objective» que sur 220 médicaments.

Le marché du médicament

Le marché du médicament se renouvelle très vite : en France il sortait, il y a cinq ans, 250 produits nouveaux par an, la plupart ne représentant que de nouvelles présentations. Aujourd'hui le rythme a diminué de moitié ; mais aux Etats-Unis, il n'y a plus que 10 à 20 nouveaux médicaments par an. 9000 médicaments sont autorisés en France, dont 7000 remboursés par la S.S., correspondant à peine à 2500 substances actives de base et à 4500 produits effectivement différents (suivant le dosage de la substance de base, ou de son association avec d'autres substances actives) ; le reste ne représente que des doubles commercialisés par des laboratoires différents ou des présentations différentes d'un même produit (gouttes, comprimés, ampoules...). Les pharmacies ont un stock moyen de 2 à 3000 médicaments, mais 1000 médicaments seulement sont agréés dans les hôpitaux. En fait 100 médicaments représentent 80% du chiffre d'affaire de l'industrie pharmaceutique. Si certains pays, comme le Mexique ou la RFA ont beaucoup plus de médicaments que la France, d'autres comme les pays nordiques se limitent aux alentours de 2000 et l'organisation Mondiale de la Santé, vient de montrer qu'il n'y a que 200 médicaments essentiels !

Un groupe de travail interministériel a été créé, il y a quelques mois pour orienter la recherche pharmaceutique dans les domaines considérés comme ceux où on a vraiment besoin de nouveaux médicaments : problèmes sociaux, gériatrie, handicapés (l'ambiguïté d'une telle orientation laisse rêveur) et pour freiner ceux qui ne représentent pas un réel progrès. Premier résultat, la suppression de 1409 spécialités de liste des médicaments remboursables et l'annonce de nouvelles suppressions concernant «les médicaments de confort», dans le train de mesures concernant la S.S. Mais ces mesures ne remettent pas en cause la conception et le rôle traditionnels des médicaments.

Régis Pluchet ●



D.R.

Congrès de psychologie humaniste à Genève.

Reich apolitisé

Les groupes de bio-énergie, Gestalt, revécu de naissance, analyse transactionnelle etc. fleurissent un peu partout en Europe. Ainsi, l'association européenne de psychologie humaniste vient-elle d'essayer, à son congrès tenu fin juillet à Genève de faire communiquer et échanger les thérapeutes et les participants de tous ces groupes.

Trois ou quatre cents personnes, venues des quatre coins de l'Europe, ont pu ainsi suivre des conférences ; mais surtout participer à des ateliers expérimentiels avec des animateurs fort connus.

Chaque participant pouvait ainsi approcher séparément chacune des techniques, mais il est de plus en plus clair qu'au sein de la psychologie humaniste, la tendance pour de nombreux animateurs est à l'intégration des différentes techniques dans une pratique thérapeutique plus complète.

Il est clair également que l'implantation des nouvelles thérapies se développe très rapidement et l'Europe des «nouveaux thérapeutes» existe déjà.

Les organisateurs avaient annoncé que ce congrès 79 serait plus politisé que celui de 1978. Je n'ai rien senti de cela et la greffe politique sur la psychologie humaniste me semble devoir échouer, ce qui n'empêchera pas ses animateurs d'avoir de plus en plus de monde dans leurs groupes car bon nombre de gens blessés affectivement prennent conscience de leur état et entreprennent une thérapie. La psychologie humaniste risque néanmoins de s'enfermer.

A force de vouloir changer, travailler, paufiner son monde intérieur, l'individu risque de s'enfermer et de ne plus voir que le monde extérieur n'est pas seulement un vaste champ de plaisir qu'il faut apprendre à redécouvrir, mais pour beaucoup d'hommes une réalité conflictuelle et parfois torturante.

Le réel changement est dialectique.

Les thérapies nouvelles devraient donner à l'individu qui replonge dans son passé chargé suffisamment d'agressivité pour modifier rétro-activement ce qu'il n'a pu faire dans son enfance où il était trop écrasé. Cette puissance énergétique retrouvée ne devrait-elle pas, pour une part, s'investir dans le changement social, dans une démarche adulte ?

G. Didler ●

Des papiers, des chiffres à méditer...

1. Combien de tonnes de papier qui pourraient être recyclées s'en vont chaque jour aux poubelles, en France ?
1. 12 000 tonnes, selon l'ANAED.
2. Combien de tonnes de papier, par jour, représente le tirage à 300 000 exemplaires d'un journal de 32 pages ?
2. 100 tonnes de papier par jour ; soit si l'on retient l'hypothèse du WWF de 16 arbres pour une tonne : 1600 arbres par jour...
3. Combien a coûté - en arbres - la campagne présidentielle de 1974 ?
3. 160 000 arbres (Quid).
4. Combien de tonnes de papier l'édition française consomme-t-elle ?
4. 140 000 tonnes par an (2 240 000 arbres ?) (Quid).
5. Pour chaque Français, chaque année, quelle quantité de papier est consacrée à imprimer :
a) des livres ?
b) des prospectus ?
5. a) = 2 kg.
b) = 182 kg (le Monde Diplomatique).
6. Que représentait en 1975 la consommation française de papier hygiénique ? Quel en était le coût en 1978 ?
6. 96 000 tonnes (1 556 000 arbres ?) (Le Sauvage) ; coût 78 533 millions de francs (Le Figaro Magazine).
7. Quelle a été la consommation française 1978 de :
a) essuie-tout ?
b) mouchoirs jetables ?
7. a) = 22 650 tonnes (arbres : 362 460 ?) (Le Figaro Magazine).
b) = 14 430 tonnes (230 880 arbres ?) (Le Figaro Magazine).
8. Un numéro du Pèlerin, 86 pages et 550 000 exemplaires consomme 140 tonnes de papier ; par an : 6000 tonnes. Quelle superficie de forêt cela représente-t-il ?
8. Cela représente la production de 2000 à 3000 hectares de forêt.

Bien entendu, ces chiffres sont approximatifs. Ils font cependant réfléchir. «En ce qui concerne l'équivalence entre le nombre d'arbres abattus et la tonne de vieux papiers, tout dépend de la taille de l'arbre. 1 mètre cube de bois sur pied = 400 kg de bois sec

= 400 kg de pâte mécanique = 200 kg de pâte chimique. Sachant cela on peut tenter d'estimer l'équivalence, en fonction de la taille de l'arbre» (Centre technique de l'industrie des papiers, cartons et cellulose).

Bottins recyclés

*A Lille,
une opération recyclage sans précédent
prouve que les vieux bottins peuvent servir mieux
qu'à caler les pieds de table branlants.*

L'association pour la promotion du papier recyclé, née à Lille il y a trois mois, est une «fonceuse». Avec l'aide de ses sœurs aînées, Union Fédérale des Consommateurs, Amis de la Terre, elle vient de lancer une campagne de récupération des annuaires téléphoniques que M. Norbert Segard Secrétaire d'Etat aux PTT n'est pas près d'oublier.

En effet, après dix jours de collecte, elle n'a pas hésité à exposer devant la maison lilloise du ministre les résultats de sa chasse au Gaspi : une demi-tonne de bottins, afin d'attirer l'attention du ministre sur les 30 000 tonnes d'annuaires de l'année 1978 (480 000 arbres) dont la plupart finiront aux poubelles, remplacés par l'édition 1979, à moins que... le ministre suive les propositions de la lettre ouverte que l'Association lui a adressée et décide :

- 1) Que les services postaux organiseront eux-mêmes la collecte et le recyclage des annuaires, comme cela se passe en RFA ou à Chicago, où il faut rapporter les anciens exemplaires pour les échanger contre les nouveaux.
- 2) Que sera supprimée la couverture plastifiée qui complique les opérations de recyclage.
- 3) Que les annuaires téléphoniques seront dorénavant imprimés sur du papier recyclé comme, par exemple, le Journal Officiel, la revue Que Choisir.
- 4) Qu'une page des annuaires sera consacrée à expliquer les avantages du recyclage et du papier recyclé.

Le tonnage des annuaires téléphoniques représente au total 967 000 exemplaires édités (940 000 «gratuits et 27 000 «payants») qui représentent environ 1266,77 tonnes de papier.

Si l'on retient l'approximation de 16 arbres par tonne de papier, l'édition des annuaires 1979 pour le Nord équivaut environ à 20256 arbres, plus d'un cinquième des cent mille arbres qui auraient été plantés à l'occasion de la journée de l'arbre ! Les trente mille tonnes de papier de l'édition 78 qui vont finir à la poubelle équivalent donc environ à 480 000 arbres !

A ce rythme, compte tenu du temps nécessaire pour obtenir un arbre adulte, la déforestation progresse, ainsi que le déficit de la balance du commerce extérieur en ce qui concerne le bois, la pâte à papier, le papier : 4,4 milliards de francs en 1978. Il s'agit du déficit le plus important après les hydrocarbures.

A l'heure actuelle, en ce qui concerne spécifiquement les annuaires téléphoniques lillois dont nous avons entrepris la récupération, nous ne sommes pas en mesure de vous dire ce qu'il en advient une fois qu'ils ont été livrés - pour des prix divers - aux sociétés récupératrices. Ces sociétés, extrêmement discrètes, n'ont pas accepté de répondre à nos questions : quelle usine traite le papier, est-il exporté, sert-il à faire du carton ou du papier ? Mys.ère et boule de papier.

Mais, aussi spectaculaires qu'ils soient, les bottins ne doivent pas cacher les immenses forêts gaspillées chaque année qui expliquent pourquoi la filière bois-papier constitue le deuxième poste du déficit du commerce extérieur : 4,4 milliards de francs en 1978. Le gouvernement a bien un plan de redressement mais qui - à notre avis - fait trop peu appel à la récupération et au papier recyclé.

Français, tu dors

Au sens strict, du papier recyclé, c'est du papier fabriqué totalement ou partiellement à partir de vieux papiers usagés. Vous devez savoir que l'on qualifie parfois de papier recyclé du papier qui provient de matériaux autres que des vieux papiers récupérés après usage : ainsi le papier fait à partir de sciures de bois, de rognures, de chutes d'imprimerie ou de matériaux similaires.



D.R.

Ce type de récupération est tout-à-fait valable, mais ce qui manque surtout, c'est le recyclage des papiers utilisés par les consommateurs.

D'autre part, on récupère déjà en France une certaine quantité de vieux papiers : essentiellement pour fabriquer du carton. Si l'on veut accroître la récupération, il faudra utiliser une part des vieux papiers pour faire autre chose que du carton : de la pâte à papier.

«Les débouchés d'une telle pâte de récupération sont nombreux : journaux, papiers domestiques et sanitaires, impression écriture», comme l'indique le rapport du Ministère de l'Industrie consacré en 1977 au marché des fibres de récupération (p. 21). Qui dit pâte, dit usine. Le rapport continue : «En France, seuls le Nord, la région parisienne, la région lyonnaise seraient concernés par une usine de cette nature». Les responsables y ont-ils pensé ? Peut-être faut-il leur glisser l'idée en citant cet autre extrait : «En matière de récupération, nous sommes nuls. Ainsi on a calculé que pour la seule région du Nord, 430 000 tonnes de papier représentant plus de six millions d'arbres dont nous sommes importateurs pourraient être récupérés par an. A quand une organisation rationnelle de

récupération dans chaque région, permettant de traiter à partir de déchets, par des usines appropriées des matières premières essentielles». L'article s'intitule : «Français, tu dors» (L'Economie, n° 1373, 9 avril 1979). Il est exact que certains de nos voisins font mieux que nous.

A Bruxelles, une fois par mois, les habitants mettent soigneusement à côté de leurs poubelles le verre et les papiers et hop ! récupérés !

Choisir, l'Alsace, mais aussi Le Lien Horticole, de nombreux journaux «gratuits» et des bandes dessinées aux titres évocateurs : Cinérotic, Hypersexy, Agent Z.33.

Cent litres de pétrole

Il va de soi qu'après un petit réglage approprié vous pouvez utiliser du papier recyclé pour votre photocopieur, votre duplicateur ou votre offset de bureau. C'est ce que font les services très papivores de la Commission Européenne à Bruxelles. Il paraît même qu'aux USA (encore !) 10% du papier listing ordinateur serait du papier recyclé. Français, tu dors et tu importes ! 11% de la consommation de pâte à papier : 1542000 tonnes, 26% de la consommation de papier et de carton : 1789000 tonnes, 8% de la consommation de bois : 814000 stères, 54% du papier journal : 330554 tonnes... tandis que le sapin épicéa devient petit à petit une matière rare...

Ces données extraites du tout récent dossier du journal Les Echos (16 juillet 79) sur «l'irritant déficit de la filière bois-papier» vous expliquent, en sus de ce qui précède, pourquoi, le 3 avril 1979 nous avons créé à Lille, l'Association pour la promotion du papier recyclé, qui a pour objet la promotion de l'utilisation de papier recyclé ainsi que l'adoption de procédés de fabrication compatibles et l'organisation de systèmes de collecte, de récupération et de recyclage adéquats.

Parce que, pour reprendre les arguments d'une brochure américaine : recycler le papier contribue à économiser des matières premières, à protéger l'environnement, à réduire la pollution et la consommation d'énergie (la consommation de pâte à partir de vieux papiers est moins polluante et moins énergivore), à soulager le fardeau des ordures ménagères : «En Europe, les vieux papiers représentent actuellement environ 40 à 50% du volume et 15 à 20% du tonnage des déchets urbains». A en croire Michel Bosquet, «chaque ménage jette, par an, 160 kg de papier qui «valent» 100 litres de pétrole».

Puisque «les économies de matières premières sont d'abord une question de mentalité» (dixit le Ministère de l'Industrie), lassés d'attendre que ça bouge, nous avons décidé de prendre des initiatives (bottins, par exemple), de faire circuler l'information (ce petit document, une brochure plus élaborée est en préparation), de lancer des produits de démonstration (nous recherchons des sponsors pour des produits made in France), d'organiser des campagnes à tous les niveaux (nous souhaiterions la création d'un intergroupe parlementaire sur ce sujet, nous allons proposer des innovations aux libraires, aux éditeurs, et même à vous ... à la presse).

Comme toute petite association qui débute, nous avons beaucoup d'idées, d'enthousiasme, d'énergie et peu ou pas de finances. Mais, «with a little help of our friends», avec un soutien continu et du même ordre que celui que vous nous avez accordé pour ce premier set de la partie des annuaires, nous avons bon espoir.

Philippe Boucher ●

P.S. Nous sommes bien entendu à votre disposition pour toute précision. APPPR, 23 rue Gosselet, 59000 Lille. Tél. 52 12 02.

Abonnement

1 an (52 n°) : 200 à 300 F selon vos revenus.
6 mois (26 n°) : 100 à 150 F selon vos revenus.
3 mois (13 n°) : 50 à 70 F selon vos revenus.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Bourg de Saint Laurent en Brionnais, 71 800 La Clayette.

Je souscris un abonnement de mois.
NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL
VILLE

J'abonne également pour une durée de mois :
NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL
VILLE

Souscription

Je joins la somme de francs en soutien à la

Je joins la somme de francs en soutien à la GO.
Bulletin à retourner à la GO, Saint Laurent en Brionnais, 71 800 La Clayette (chèques à l'ordre des Editions Patatras).

Librairie

Bataille d'Alger, Bataille de l'Homme. Général de Bollardièrè.	19 F
Le Porte-Képi. Lambert.	20 F
Armée ou Défense Civile Non Violente. CLICAN.	6 F
Y'en a plus pour longtemps. Fournier.	40 F
Signification de la Non Violence. Jean-Marie Muller.	4 F
Aujourd'hui Malville, Demain la France. Collectif d'enquête.	30 F
Le Moment de Tuer (A4 Comix n° 6. Jean Caillon.	5 F
Les Trafics d'Armes de la France. CLICAN.	20 F
Les Grévistes de la Guerre. Jean Toulat.	25 F
La Bombe ou la Vie. Jean Toulat.	25 F
Survivre à Séveso? Collectif d'enquête.	23 F
Creys-Malville, le dernier mot. Conseil Général de l'Isère.	30 F
L'Objection de Conscience. Jean-Michel Cattelain.	9 F
La Face Cachée de l'Ecologie. Amis de la Terre de Lille.	6 F
Aujourd'hui Gravelines, Demain Offekerque. Amis de la Terre de Lille.	5 F
Le Défi de la Non Violence. Jean Marie Muller.	30 F
Insoumission Collective Internationale.	12 F
La Dimension Ecologique de l'Europe. Catherine Decouan.	28 f
Quatre pages «Cousteau».	0,50 F
L'Héritage. Jean-Marie Muller.	4 f
	10 exemplaires : 35 F
Aspects Technique, Ecologique, Economique et Politique de l'Energie Nucléaire.	
Yves Le Hénaff.	8 F
	10 exemplaires : 70 F
Armements Mondiaux : la Menace Nucléaire. SIPRI.	5 F
	10 exemplaires : 40 F
	100 exemplaires : 300 F

Les commandes sont à adresser à la GO. Participation aux frais de port selon vos possibilités.

Etat d'âme et lieux communs



Dessin : Hugot

2. Y a-t'il quelqu'un?

L'écologie, c'est l'étude des rapports de l'individu à son environnement. Environnement humain, affectif, environnement politique, environnement économique, environnement technique aussi bien qu'environnement naturel. Cette re-centration, cette nouvelle base de départ pour l'étude des problèmes sociaux dans tous leurs aspects les plus concrets, c'est l'apport de l'écologie aux politiques traditionnelles. Celles-ci, primant les rapports du seul groupe à la seule économie (et étudiant les rapports de force des diverses masses), manipulent un matériau humain qu'elles connaissent mal, sclérosant la vieille artère où coule la vie entre des rives définitivement tracées : la famille et le travail.

Quitter ce lit, c'est se retrouver en négociation : on est «célibataire», «veuf», ou «divorcé», tous termes qui signifient «non en état de mariage». De même, on est soit «travailleur», soit «chômeur», c'est à dire «non en état de travail». Pas d'autre choix, pas d'alternative possible dans le langage. Accepter comme inéluctable cette terminologie et toutes les attitudes socio-politiques qui en découlent, c'est implicitement reproduire un ordre qu'il ne saurait être question de bouleverser (de révolutionner au sens copernicien) mais tout au plus de réformer, d'aménager.

Chacun de nous est nommé non pas en soi, mais en relation. C'est une juste façon de voir, puisque chacun de nous ne serait rien d'autre qu'une larve impuissante sans la somme d'information extérieure qu'il reçoit et transforme depuis le début de sa vie. Mais ce qui est grave, c'est que la relation nommée soit normative, et que l'alignement de la forêt cache les nodosités de l'arbre ou les grâces de la charmillie.

L'écologie, elle, dans ses balbutiements, ne nomme pas «la» relation, elle nomme «des» relations, posant comme postulat de départ le droit à la différence. Différence de groupe : raciale, géographique, culturelle ; mais aussi différence individuelle : de sexe, d'âge, de personnalité, de potentialité, de désir. Refusant la norme, le «niveau» imposé, ce droit à la différence, extrêmement réaliste, est la meilleure riposte au droit à l'inégalité revendiqué actuellement par les fanas de la Nouvelle Droite.

«On est tous égaux, mais y en a de plus égaux que d'autres» ironise Mouna stigmatisant bien la

regrettable confusion soigneusement entretenue. Dans le langage républicain, on ne plaisantait pas avec l'égalité : égaux devant la loi, égaux devant la science. Cela laisse toute chance, si la loi est Une, et si l'on est malin, de la tourner à son profit ; toute malchance, si l'enseignement de la science est Un et si l'on est lambin, de ne pas attraper le coche du savoir à temps. Etc...

Etre soi, c'est à dire être l'autre, le différent, ne doit en aucun cas entraîner ni puissance abusive, ni abject asservissement. Etre soi, si l'on s'accepte soi-même et si l'autre vous accepte, devrait permettre l'harmonie d'une symphonie dans laquelle la variété des mélodies superposées, entrecroisées, crée la beauté. Pourquoi est-ce si rarement le cas ? Pourquoi même dans nos groupes est-il si difficile de sortir des normes, de donner et d'accepter les différences ?

Sans doute parce que, se connaissant mal soi-même (le moi est haïssable, on nous l'a assez seriné) on ne possède aucun élément pour connaître l'autre. Ce qu'on ne connaît pas fait peur, et nous voici enfermés dans nos trouilles, donnant des coups de becs aussi maladroits que douloureux pour sortir de nos coquilles. Si l'on avance d'un pas en terrain inconnu, la découverte fait parfois si mal qu'on préfère, consciemment ou non, changer de voie ou reculer... N'est-ce pas un petit peu l'histoire du mouvement écolo et de sa presse ? Si nous nous retrouvons en train de nager la brasse canine en pleines eaux politico-ringardes, parfois, n'est-ce pas pour éviter d'aborder aux berges inexploitées de la recherche sur le terrain quotidien ? N'avons-nous pas trop vite craint de nous déchirer aux ronces et épines dissimulant le «quelqu'un» (nous-mêmes) caché sous les broussailles ?

A travers des années de reportage, La Gueule Ouverte en a rencontré du monde !... Je ne suis pas sûre que nous ayons souvent su aller au-delà des apparences, de celles que tout bon journaliste aurait repérées pour n'importe quel journal. Les questions les plus simples, celles que Caza suggérerait dans un récent courrier : «Qui es-tu, comment vis-tu, comment aimes-tu ?» ne sont hélas pas les plus aisées à poser. (à suivre)

Isabelle Cabut ●

Les tuniques bleues arrivent

«Il n'y a personne là-bas, sauf des Indiens et des moutons».



D'un geste théâtral, le gradé balaie une zone verte et bistre sur la carte qui recouvrait le mur, derrière lui : «La Creuse, 5600 km², 120 000 habitants seulement ; le seul département où, depuis des décennies, les décès l'emportent sur les naissances... Des hectares de bois et de forêts, de landes et de taillis, des rivières à truites ; une population clairsemée, vieille, d'un autre âge ; une industrie inexistante, une agriculture dépassée ; des ruines partout, des hameaux et des villages entiers désertés ; des résidences secondaires, bien sûr...»

Un silence.

«...Le champ de manœuvres idéal pour l'Europe...»

Le général n'avait pas tout à fait raison : Guéret essayait de combler son retard, et le chef-lieu était devenu un vaste chantier ; la place Bonnyaud avait cédé la place à une excavation qui devait se transformer, lorsque les finances municipales se seraient assainies, en parking souterrain à deux niveaux ; à la sortie vers Aubusson, un supermarché étalait des musiques sirupeuses sur le bocage ; quelques tours d'une dizaine d'étages avaient poussé au nord de la ville, pour faire comme les grands d'abord, pour loger les gendarmes mobiles ensuite. Bref, Guéret était une petite ville de 20 000 habitants comme beaucoup d'autres, fière de sa préfecture et de ses lycéens, à bon droit d'ailleurs, car sans eux, elle n'aurait été rien.

Pour l'instant, entre ses fonctionnaires, ses retraités qui faisaient construire du côté de Malleret, ou au-delà du stade de Cher-du-Prat, ou au pied du Gaudy, ou sur les flancs du Maupuy, et ses commerçants que les deux autres catégories faisaient vivre, la ville était l'image même d'une publicité pour le repos et le bon air ; on faisait, le samedi après-midi, le tour des palissades de la place Bonnyaud pour ensuite descendre et remonter la Gran'Rue, en léchant avec conscience les vitrines ; on a les Rivolis qu'on peut... Les rejetons de docteurs et autres notaires, les jours où ils n'étaient pas partis dans le hurlement de leurs gros cubes jouer des

charmes de la grande ville à Limoges ou Montluçon, jouaient aux dés au bar du Saint-François, en riant d'autant plus bruyamment qu'ils n'avaient aucune raison de rire, trouvant la vie qu'ils menaient terriblement provinciale. Plus bas dans l'échelle sociale, c'était la fermeture des petits bistrotts que l'on regrettait, ces petits bistrotts qui ponctuaient de leur halte au gros rouge le trajet qui séparait la maison du boulot. Le samedi soir dans les bals des alentours, à Saint Vaury ou à Sainte-Feyre, les jeunes gens du cru disputaient les filles aux gendarmes mobiles désireux de profiter du prestige de l'uniforme, et cela, parfois, se terminait par des coups. Guéret ronronnait dans l'ignorance, et quand Guéret ronronnait, le reste de la Creuse en faisait autant.

Et pendant ce temps, la menace se précisait.

On avait tiré les rideaux pour obtenir une semi-obscurité. Les trente et quelques mouflets s'agitaient, râclant des pieds et chuchotant ; ce n'est pas qu'ils se désintéressaient des diapos projetées en grand sur le mur du fond, non, c'est simplement que la pénombre, qui leur donnait l'impression de ne pas être vus, leur semblait propice à une agitation bien nécessaire lorsqu'on passe une bonne partie de sa semaine le cul collé à une chaise. En fait même, se dit Servanton, ils étaient plutôt intéressés, pour une fois ; de plus, il était assez fier de ses diapos : il avait mis le temps à chercher des documents originaux mais le résultat en valait la peine...

Il y avait des questions. Ça ne fusait pas, non, il ne faut rien exagérer, mais ce n'était pas la noble indifférence. Maintenant, sur le mur, grandeur nature quasiment, un homme gisait dans la neige, comme posant pour la photo : le chef Big Foot ; déclin : des armatures de tipis sur fond de neige, triangles dérisoires posés sur la plaine, Wounded knee 1891. La photo occupait la moitié du mur du fond : Servanton tenait beaucoup à projeter ses diapos en grand, pour impressionner les mêmes nourris d'images dès le biberon. Puis il donne quelques explications rapides, et attendit les questions. Mais pourquoi ce massacre ? Pour

faire peur, pour prévenir toute révolte future, pour amener les Indiens à reconnaître qu'ils avaient perdu leurs territoires, pour imposer la loi de l'homme blanc, la loi du profit. Alors une petite voix s'éleva du fond de la classe : «et nous, si on veut nous chasser pour faire le camp ?»

Servanton fit semblant de ne pas avoir entendu : parler de l'injustice d'Américains morts à l'égard d'Indiens morts, on pouvait, c'était même plutôt bien, les mêmes pouvaient se poser des questions sur l'injustice, et aucun inspecteur ne pouvait trouver à y redire. Mais le camp...

Il jugea plus opportun de passer à la diapo suivante : un homme fusil en main, perché tout en haut d'un clocher en bois, Wounded Knee 1973. La même petite voix haut perchée jaillit du fond de la classe : «c'est ça qu'ils ont trouvé comme solution, les Indiens ?»

Le char stoppa dans la cour de la ferme ; les poules s'enfuirent en caquetant et montèrent se réfugier sur le fumier. Il avait laissé dans le goudron de la route deux larges sillons qui, déjà, se remplissaient d'eau par endroit. Le caporal Rabastens avait reçu des instructions ; il descendit de la tourelle, ôta son casque qu'il posa sur le capot de son engin, et salua les deux petits vieux qui étaient sortis sur le pas de la porte, tentant de faire le visage le plus avenant possible, ce qui était difficile, après deux jours et deux nuits de manœuvres, sans repos ou presque. Son accent rocaillieux, lui aussi, semblait pour ainsi dire usé par les veilles : «Bonjour, messieurs-dame ; nous nous excusons des dégâts que nous avons commis sur vos terres... Croyez bien que nous sommes désolés de ne pouvoir faire autrement...»

Il chercha dans sa poche de poitrine et en retira un papier soigneusement plié en quatre, mais légèrement taché par la transpiration. «Il vous suffira de remplir ce formulaire, et vous serez largement indemnisés...» Silence ; les deux vieux regardaient ce grand gaillard embarrassé, apparemment sans comprendre. «Est-ce que par hasard vous auriez pas vu passer une compagnie,

une troupe de soldats, quoi ! à pied, avec des brassards bleus ?» Silence. «Vous comprenez, c'est les manœuvres européennes «Farandole». Nous, on est les rouges...» et il désigna du doigt son brassard.

La petite vieille restait immobile, appuyée au bras de son mari ; elle était petite, toute petite ; son visage ressemblait à une reinette toute ridée ; ainsi vêtue de noir, accrochée à son époux comme si elle avait peur qu'il s'envolât, elle semblait l'image même de la vieillesse, fragile et en même temps tenacement accrochée à la vie. Ce fut elle qui parla, d'une voix cassée, presque inaudible : «Vos gars, on en a rien vu, mais tous vos machins, vos avions à réaction, vos licopères, on a entendu que ça, nous autres on est vieux, mon Marcel, il a le cœur fragile, vous comprenez, et maintenant vous venez chez nous avec vos tanks, vous cassez tout, et vous comprenez, nous on en a rien à faire de vos indemnités, votre argent vous pouvez vous le garder, ce qu'on veut, nous, c'est mourir tranquillement chez nous...». Elle tourne le dos, s'appuyant sur l'épaule de son mari comme sur une canne. La porte claque. Rabastens resta planté là, les rangers dans la gadoue, son papier inutile pendouillant au bout de son bras ; enfin, il haussa les épaules, replia son papier, récupéra son casque et s'enfouit dans les profondeurs de son engin.

Les premières escarmouches eurent lieu en janvier : arbres sciés en travers des routes, tranchées coupant les chaussées, véhicules dynamités, chevrotines ricochant sur les tôles.

Le gradé lut les télex qu'on avait posés sur son bureau et se retourna en souriant vers son ordonnance : «Eh bien, les manœuvres d'hiver s'annoncent bien ; paraît qu'on va les avoir, nos manœuvres anti-guérilla réalistes...»

Jacques Boireau ●